



BUDGET INITIAL 2026

Conseil d'administration

du

19 décembre 2025

Sommaire

Délibération du conseil d'administration du 19 décembre 2025 relative au budget initial de l'exercice 2026	page 3
Note de l'ordonnateur relative au budget initial 2026.....	
Annexes.....	page 37
Tableau n°1 – Autorisations d'emplois	page 37
Tableau n°2 – Autorisations budgétaires.....	page 38
Tableau n°3 – Dépenses par destination et recettes par origine.....	page 39
Tableau n°4 – Équilibre financier	page 40
Tableau n°5 – Opérations pour compte de tiers.....	page 41
Tableau n°6 – Situation patrimoniale	page 42
Tableau n°7 – Plan de trésorerie.....	page 43
Tableau n°8 – Opérations liées aux recettes fléchées	page 44
Tableau n°9.A – Synthèse des opérations pluriannuelles en dépenses.....	page 45
Tableau n°9.B - Synthèse des opérations pluriannuelles en recettes.....	page 47
Tableau n°10 – Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation.....	page 49
Tableau de synthèse budgétaire et comptable en exécution (TSBCE)	page 50

Délibération du 19 décembre 2025

PROJET DU BUDGET INITIAL : Exercice 2026

Vu les articles : 175 (*modifié par Décret n° 2018-803 du 24 septembre 2018 – art.20*),
176 (*modifié par Décret n° 2015-308 du 02 avril 2025 – art.21*) et 177 du décret n°2012-1246 du
07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable,
Vu l'arrêté du 7 aout 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes,

Article 1 :

Le conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- **1 170.1 ETPT dont 947.8 ETPT sous plafond État et 222.3 ETPT hors plafond État ;**
- **131 201 911 € en Autorisations d'Engagement (AE) dont :**
 - 93 476 711 € en personnel
 - 16 371 624 € en fonctionnement
 - 21353577 € en investissement ;
- **114 600 635 € en Crédits de paiement (CP) dont :**
 - 93 476 711 € en personnel
 - 16 465 747 € en fonctionnement
 - 4 658 177 € en investissement ;
- **109 159 140 € en prévision de recettes ;**
- **- 5 441 495 € de solde budgétaire.**

Article 2 :

Le conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- - 5 556 638 € de variation de trésorerie ;
- - 5 246 644 € de résultat patrimonial ;
- - 3 445 941 € d'insuffisance d'autofinancement ;
- - 5 929 439 € de variation du fonds de roulement.

Pour information :

Le prélèvement sur le fonds de roulement s'élève à **5 929 439.02 €** au budget initial de l'exercice 2026. Il se répartit ainsi :

- 1) Pour le **CFA** un apport en fonds de roulement d'un montant de **394 283 €** ;
➔ *Le conseil d'administration décide d'un abondement en réserves d'un montant de 394 283 €.*
- 2) Pour le **SIGDU** un prélèvement sur le fonds de roulement d'un montant de **57 331 €** ;
➔ *Le conseil d'administration décide d'un prélèvement sur les réserves d'un montant de 57 331 €.*
- 3) Pour l'**Université** hors les deux SACD un prélèvement sur le fonds de roulement d'un montant de **6 266 391.02 €**
➔ *Le conseil d'administration décide d'un prélèvement sur les réserves d'un montant de 6 266 391.02 €.*

Les tableaux des emplois (T1), des autorisations budgétaires (T2), de l'équilibre financier (T4), de la situation patrimoniale (T6) et des opérations pluriannuelles (T9) sont annexés pour vote à la présente délibération.

Fait à Pessac, le 12 décembre 2025,

Le président du Conseil d'administration



Direction des affaires financières et de l'achat public.

Note ordonnateur

Budget initial exercice 2026

En application du décret n°2024-1108 du 2 décembre 2024.

Conseil d'administration du 19 décembre 2025.

Sommaire

1. Contexte général et principaux enjeux	7
1. 1. Recettes et diversification des financements	10
1. 2. Axes stratégiques du Budget 2026 sur l'investissement	11
1. 3. Gestion des ressources humaines	11
1. 4. Traduction des moyens budgétaires	12
1. 5. Les enjeux du budget initial 2026	13
1. 5. 1. Le niveau des autorisations budgétaires	13
1. 5. 2. Les points saillants impactant le budget 2026	15
1. 6. Le budget de l'établissement	21
1. 6. 1. L'évolution des recettes propres encaissées (RE) 2025-2026	21
1. 6. 2. La répartition des dépenses par enveloppe 2025-2026	22
1. 6. 3. Le solde budgétaire du budget initial 2026	23
1. 6. 4. Focus sur les centres de responsabilité budgétaire (CRB)	24
1. 7. La soutenabilité budgétaire du BI 2026	25
1. 7. 1. La situation de la trésorerie	27
1. 7. 2. La situation patrimoniale	28
2. Structure budgétaire par centres 2026	30
2. 1. Architecture budgétaire 2026 pour information	30
3. Budget établissement exercice 2026-Tableaux	31
3. 1. Autorisations budgétaires limitatives	31
3. 1. 1. Tableau 1- Autorisations d'emplois	31
3. 1. 2. Tableau 2- Autorisations budgétaires	32
3. 1. 3. Tableau 3- Dépenses par destination - recettes par typologie	32
3. 2. Equilibre financier-T4	33
3. 2. 1. Tableau 4- Equilibre financier	33
3. 2. 2. Tableau 5- Opérations pour compte de tiers	33
3. 3. Analyse de la soutenabilité	34
3. 3. 1. Tableau 6- Situation patrimoniale	34
3. 3. 2. Tableau 7 – Plan de trésorerie	35
3. 3. 3. Tableau 8- Opérations liées aux recettes fléchées	35
3. 3. 4. Tableau 9- Opérations pluriannuelles (OPPA)	35
3. 3. 5. Tableau 10-Détail OPPA et programmation-prévisions AE/CP	36

1. Contexte général et principaux enjeux

Le budget initial 2026 de l'Université Bordeaux Montaigne (UBM) est marqué par des tensions exogènes et endogènes ayant déjà affecté le budget initial 2025, dans un environnement économique et financier national particulièrement dégradé. Sur la base des orientations définies dans la lettre de cadrage issue du débat d'orientation budgétaire (DOB) de juin 2025, ce budget vise à concilier l'impératif de soutenabilité financière avec la poursuite des missions fondamentales d'enseignement, de recherche et de service public. Il constitue également la première étape opérationnelle du plan pluriannuel de stabilisation financière (PPSF) 2025-2028 (2030).

Un contexte national et local marqué par l'incertitude

À ce jour, l'État n'a toujours pas adopté le projet de loi de finances 2026, laissant les opérateurs publics — dont UBM — sans indication sur le niveau de la subvention pour charges de service public (SCSP) pour l'année à venir. Cette incertitude est accentuée par les travaux engagés à l'automne 2025 dans le cadre du contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) « 100 % missions » piloté par le Recteur de la Région Nouvelle-Aquitaine. À ce stade, ces échanges ne permettent ni d'apprécier les volumes financiers futurs ni d'en anticiper les modalités d'attribution, alors même que l'établissement doit démontrer à travers le volet « pilotage » du COMP, sa soutenabilité financière- exigence qui demeure par ailleurs indépendante du COMP et s'impose en continue à l'université.

L'UBM n'est pas isolée dans cette situation. À l'échelle nationale, de nombreuses universités alertent sur l'absence de visibilité budgétaire, faute de prévisions claires sur les recettes. Comme UBM, elles soulignent le poids de mesures exogènes non compensées (CAS pensions, GVT non financé, protection sociale complémentaire, inflation), qui affectent fortement leurs budgets et compromettent le pilotage financier, notamment en matière de gestion des emplois et de maintien des missions essentielles de formation et de recherche. Le « court-termisme insoutenable » (*dépêche AEF du 14/10/2025*) induit par de nouvelles mesures RH imposées aux établissements compromet par ailleurs la construction d'une stratégie pluriannuelle de retour à l'équilibre.

Un premier jalon du plan pluriannuel de stabilisation

Le cadrage 2026 constitue la première étape structurante du plan pluriannuel de stabilisation des finances (PPSF), initié avec le DOB 2026 en juin 2025. La dégradation de la situation financière constatée en 2025, confirmée par les projections pluriannuelles, a conduit à repenser en profondeur la politique budgétaire de l'établissement, en lui donnant une dimension pluriannuelle. Le PPSF vise à planifier, sur plusieurs années, un ensemble de mesures durables agissant à la fois sur les dépenses et sur les recettes, dont les ressources propres, afin d'améliorer la trajectoire financière à l'horizon 2030. Le PPSF est conçu comme un élément central du pilotage stratégique de l'établissement, intégrant à la fois le projet d'administration et la politique RH responsable. Il s'inscrit dans une approche intégrée, en cohérence avec le contrat d'établissement, le projet stratégique, les schémas directeurs votés et tout dernièrement avec le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) 2026-2030. Cette articulation vise à renforcer la lisibilité de l'action de l'établissement, à consolider sa trajectoire financière et à assurer la mise en œuvre coordonnée de ses priorités à horizon 2030.

Dégradation de la trajectoire financière et limites des efforts engagés

Les tensions identifiées depuis le compte financier 2022 et confirmées au compte financier 2024, ainsi que lors de l'élaboration du BI 2025, persistent et continuent de peser sur le projet de budget 2026, malgré la mise en œuvre des premières mesures de réduction des dépenses engagées (réduction des HCC, diminution du fonctionnement, restriction de l'investissement) et une projection d'augmentation

des ressources propres (augmentation des tarifs de location, augmentation des frais d'inscription pour l'offre de formation hors champ d'accréditation).

Pour l'exercice 2026, des efforts significatifs ont d'ores et déjà été annoncés dans le cadre du DOB : maîtrise stricte de la masse salariale, réduction des heures complémentaires, campagne d'emplois blanche, diminution des contrats non financés, limitation des investissements et réductions ciblées des charges de fonctionnement. Depuis le DOB, un ensemble de mesures complémentaires a été élaboré afin d'infléchir significativement la trajectoire et de garantir, à terme, un équilibre financier pérenne.

L'augmentation structurelle des charges issues des opérations immobilières (coûts nettoyage, maintenance, chauffage...) et des investissements financés sur fonds propres (équipement informatique numérique, PPI) accentue cette tendance (1,8 M€ amortissements non compensés).

Arbitrages majeurs pour 2026

L'année 2026 est marquée par des arbitrages particulièrement contraints visant à diminuer les dépenses au-delà des plafonds fixés par la lettre de cadrage 2026 et en tenant compte des exigences formulées par la tutelle :

- **Investissements immobiliers limités** aux seules opérations pluriannuelles engagées (MSH — 5,5 M€ ; Maison de l'Archéologie — 14 M€ ; MDE — 529 k€ dont 362 k€ financés par UBM) et aux dépenses strictement liées à la sécurité (525 k€).
- **Investissements numériques restreints** à l'obsolescence critique du matériel (502 k€).
- **Fonctionnement des services supports** réduit aux charges incompressibles (fluides, maintenance, marchés obligatoires), dans un contexte d'augmentation durable des coûts depuis la crise énergétique de 2022.
- **Réduction de 20 % des enveloppes de fonctionnement** allouées aux centres de responsabilités budgétaires (CRB hors SIGDU), soit 2 M€.
- **Restriction des dépenses de personnel** : campagne d'emplois blanche, contraction des renforts, diminution de 4 % des heures complémentaires, réduction des CDD non financés, moratoire sur la CDIisation anticipée.

Les enveloppes retenues pour le BI 2026 hors opérations pluriannuelles sont ainsi les suivantes :

- **Fonctionnement** : 14,2 M€ (14,9 M€ avec réserve), pour 16,7 M€ inscrits au DOB.
- **Investissement** : 2 M€ en AE et 2,3 M€ en CP.
- **Dépenses de personnel** : 92,3 M€ (94,1 M€ inscrits au DOB).

Malgré la mise en œuvre d'actions du DOB 2026 et des mesures complémentaires, l'équilibre global demeure dégradé. Toutefois, l'ampleur de ces efforts ne se traduit pas de manière visible dans les indicateurs structurels du BI 2026.

En effet, ces efforts ont toutefois été largement percutés par :

Des facteurs exogènes aggravants sur lesquels l'établissement n'a aucune marge de manœuvre :

- Hausse de quatre points du CAS pension, compensée à hauteur de seulement 40 % ;
- Absence de compensation de la protection sociale complémentaire (PSC) ;

- Contribution VMRR territoriale non compensée ;
- Impact du désengagement budgétaire de l'État, engagé depuis 2018, avec l'absence de compensation du glissement vieillesse-technicité (GVT), ainsi que l'impact des mesures nationales (dégel du point d'indice, mesures Guérini) ;
- Conventions de site (BUDL, AGEN, SUAPSIE, SUMPS...) dont le modèle économique pèse lourdement sur les finances d'UBM ;
- Incertitude sur le versement du COMP 2025-2027 (1,97M€) alors que des dépenses ont été engagées.

Des facteurs endogènes pénalisants

L'opération Campus et les rénovations immobilières récentes génèrent des coûts de fonctionnement incompressibles (sécurité, nettoyage, gardiennage, fluides, maintenance) difficiles à anticiper dans le modèle économique initial. Les investissements financés sur fonds propres accroissent également la charge d'amortissement non neutralisé. L'impact prévisionnel sur le compte de résultat au BI 2026 est estimé à 1,8 M€ de charges nouvelles sans recettes supplémentaires.

En parallèle, les recettes sous tension qui progressent peu

La SCSP couvre plus de 84 % des dépenses (source : *compte financier 2024*) de l'établissement, témoignant d'une dépendance structurelle accentuée par la faible marge de développement des ressources propres demeurant limitées au regard du périmètre disciplinaire et du modèle économique actuel de l'université. Malgré ce constat, en 2025, l'UBM s'est engagée dans la révision de ces tarifications liées aux locations d'espace, ainsi que les tarifs de formation hors champs d'accréditation s'appuyant sur le modèle P2CA. Les efforts seront poursuivis mais ne pourront, à eux seuls, rétablir l'équilibre.

Cette conjonction de facteurs conduit à une situation financière dans laquelle **deux des trois indicateurs financiers** de soutenabilité du budget fixés par **l'arrêté du 5 décembre 2024** (fonds de roulement supérieur à 15 jours, ratio Dizambourg inférieur à 85 % pour les établissements SHS) ne sont pas respectés.

Dans ce contexte, il apparaît aussi clairement que le modèle économique de l'Université Bordeaux Montaigne doit être réinterrogé. Une réflexion approfondie, déjà amorcée dans le cadre du COMP « 100 % » missions, devra être menée sur le périmètre d'activité, les choix stratégiques, la soutenabilité des missions et les leviers de financement, afin de préserver à moyen terme la trajectoire financière et la capacité d'action de l'établissement. Dans le cadre de son plan pluriannuel de stabilisation des finances, l'établissement a ainsi engagé des groupes de travail sur l'offre de formation 2026-2028, et la soutenabilité financière 2026-2030 qui englobe l'optimisation de la dépense et le développement de la ressource propre.

Pour répondre aux défis financiers actuels et à venir, et garantir ainsi la pérennité de l'établissement, les axes suivants sont proposés :

- Rationalisation des dépenses de fonctionnement :

Une démarche d'optimisation budgétaire a été engagée dès janvier 2025 sur l'ensemble des postes de charges de fonctionnement (-15%) et investissement (-30%) afin de réduire l'impact sur un fonds de roulement dont une partie est déjà gagée sur les opérations d'investissement, les contrats de recherche et d'enseignement. La mesure a été poursuivie pour 2026 avec une diminution de

l'enveloppe de fonctionnement de 20% et investissement limité aux seules dépenses incompressibles et sécuritaires.

- Mise en place d'un Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) :

Cette action initialement prévue sur 2025 a été décalée sur 2026 en absence de moyens (RH et financier). Ce schéma visera à maîtriser les impacts des coûts environnés liés aux infrastructures, en priorisant les rénovations nécessaires et en ajustant les calendriers des projets d'investissement. Un co-financement COMP 2025-2027 est attendu sur cette action.

- Développement des ressources propres :

Dès le premier trimestre 2025, l'établissement a initié l'élaboration d'un plan d'action structuré visant à diversifier et développer progressivement ses recettes propres, incluant :

- L'actualisation de l'ensemble des tarifs de prestation proposés par l'UBM (location notamment).
- L'augmentation des partenariats avec les acteurs économiques (ex CLEFF) à travers des réponses aux appels d'offre (CHU Bordeaux et CROUS).
- Le renforcement des initiatives de formation continue et de services à valeur ajoutée (prélèvement de frais de gestion, valorisation du patrimoine immobilier à travers la location des locaux, revoir le modèle économique des DU et du CFA...).

En synthèse, le projet de budget initial 2026 traduit un effort significatif de maîtrise et d'ajustement, conforme aux plafonds fixés et exigences de la tutelle. Toutefois, la conjonction des contraintes exogènes non compensées, la faiblesse des marges de manœuvre internes et de la structure disciplinaire de l'établissement conduisent à un équilibre budgétaire fragilisé. La mise en œuvre du PPSF, du SPSI et du développement des ressources propres constitue, à court et moyen terme, la condition essentielle pour restaurer la soutenabilité financière de l'Université Bordeaux Montaigne.

1. 1. Recettes et diversification des financements.

Dans le cadre de la préparation du budget initial 2026, l'Université Bordeaux Montaigne (UBM) se trouve de nouveau confrontée à un manque de visibilité financière en raison de l'absence de pré-notification de la subvention pour charges de service public (SCSP). Cette incertitude s'inscrit dans un contexte de politique publique marquée par une restriction budgétaire. En l'absence de projection fiable, l'établissement a dû se limiter à inscrire dans son budget le montant de la notification intermédiaire du 21 juillet 2025, avec l'ajout de la tranche 2026 du COMP 2025-2027 (30%), ainsi que la compensation de l'augmentation des 4 points du CAS à hauteur de 40%. Cette situation complique l'élaboration d'une trajectoire financière claire et entrave la capacité de l'UBM à anticiper et planifier ses engagements à court terme, augmentant les risques de tensions budgétaires au cours de l'exercice 2025.

Pour compléter la subvention pour charges de service public (SCSP), l'Université diversifie ses sources de financement en 2026 :

En recherche : à travers le dépôt de projets

- Européens (Translat-HERS, CAUSELECT, Transcend...) 614K€
- Région (PIO-JAP) : 33K€
- ANR (EUVIDEM, DECRYPT, ASPROCLER...) pour 95K€

En enseignement à travers l'obtention du projet FEDER-FSE+ développer l'esprit d'entreprendre dans les filières smartées (166K€).

Contrat COMP 2025-2027 : des financements potentiels évalués à 1,964 millions d'euros sur trois ans, bien que le montant et les versements soient toujours à confirmer.

Centre de Formation en Apprentissage (CFA) : un prélèvement de 20 % sur les ressources du CFA, soit environ 435K€, opéré depuis 2025.

La baisse prévisionnelle de 9 % des ressources propres inscrites au budget initial 2026 par rapport au budget rectificatif 2025 s'explique principalement par la diminution des recettes liées à l'apprentissage — conséquence à la fois d'un nombre d'apprentis en diminution et d'un durcissement des règles de financement depuis 2025 —, par la baisse attendue de la contribution CVEC liée aux étudiants inscrits pouvant en bénéficier, ainsi que par le décalage dans l'encaissement des subventions rattachées aux projets pluriannuels (T9). Cette contraction ponctuelle n'altère pas la trajectoire pluriannuelle de l'établissement, qui prévoit une progression annuelle de 2,5 % de ses ressources propres à compter de 2026.

1. 2. Axes stratégiques du Budget 2026 sur l'investissement

Conformément aux principes inscrits dans le DOB 2026, l'établissement concentre ses moyens d'investissement sur les initiatives véritablement structurantes.

En matière immobilière, seuls les projets engagés en 2025 et bénéficiant de financements externes significatifs sont poursuivis :

- La réhabilitation de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux,
- L'extension de la Maison de l'Archéologie,
- L'extension de la Maison des Étudiants.

Ces opérations, largement portées par le CPER 2021-2027 et, pour la MDE, par un soutien complémentaire de la Région (267,5 K€), constituent les seuls investissements stratégiques programmés en 2026. À l'inverse, le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur les parkings reste à l'étude, en attente d'une solution de financement externe permettant sa mise réalisation.

Le plan pluriannuel d'investissement sera réexaminé et articulé avec le futur Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), afin d'ajuster la trajectoire aux capacités financières réelles de l'établissement.

Dans ce contexte, seuls les travaux sécuritaires et réglementaires ont été inscrits au BI 2026, pour un montant global de 495 k€, à savoir :

- Réfection de l'étanchéité du bâtiment d'accueil,
- Reprise de la façade fissurée des logements de fonction en ITE,
- Réhabilitation de la façade de la MDA suite au vol de la plaque de cuivre,
- Remplacement des portes fracturées durant l'été 2025 à la MM,
- Mise en sécurité des toitures – installation d'une ligne de vie.

1. 3. Gestion des ressources humaines

La politique RH, responsable et partagée, déployée depuis 2025 vise à répondre à des besoins croissants tout en renforçant l'attractivité de l'établissement et la qualité de vie au travail. Toutefois, les impératifs de sécurisation financière ont conduit l'université à décaler dans le temps certaines actions présentant des enjeux budgétaires importants. Par ailleurs, afin de garantir la continuité des obligations réglementaires en matière de santé au travail et d'améliorer l'accompagnement des agents, l'établissement a conclu un partenariat avec l'INP permettant de mutualiser le recrutement d'un médecin du travail et d'une infirmière.

1. 4. Traduction des moyens budgétaires

L'enveloppe recherche et formation

Dans le cadre de la préparation budgétaire 2026, les moyens alloués à la formation et à la recherche ont été définis comme suit :

- Enveloppe Formation :
 - Dotation globale : La dotation aux trois UFR est maintenue à 271 000 €, identique à celle de 2025, selon les mêmes critères de répartition.
 - Crédits spécifiques :
 - L'Antenne d'Agen bénéficie d'une dotation de 35 000 €.
 - Ressources propres : ré-indexation à 43 % des crédits issus de la formation continue sont reversés aux UFR.
 - Formations en apprentissage : La ligne budgétaire dédiée au droit de tirage sur les crédits du CFA a été relevé à 23 % au lieu de 20%.
 - Fonds de soutien à la pédagogie (FSP) : Le montant est reconduit à 70 000 €, confirmant une hausse progressive ces dernières années.

Total Enveloppe Formation : 276 000 €

- Enveloppe Recherche :
 - Dotation globale : L'enveloppe est maintenue à 934 939 € par rapport au BI 2025.

Total Enveloppe Recherche : 934 939 €.

Ces allocations budgétaires témoignent de l'engagement de l'établissement à soutenir ses missions essentielles, en assurant la stabilité des dotations tout en répondant aux besoins spécifiques identifiés dans le cadre du dialogue de gestion.

En conclusion, le budget initial 2026, malgré une orientation restrictive, met en évidence les limites du cadre budgétaire actuel face à la hausse des charges. Il intègre une réduction significative de 20 % de l'enveloppe de fonctionnement sur l'ensemble des CRB (hors SIGDU), dont il appartient aux ordonnateurs de droit et secondaires de ventiler la diminution en veillant au respect des enveloppes dédiées à la formation et à la recherche.

Dans un contexte de dégradation de la trajectoire financière de l'université, le DOB rappelle que seul un effort collectif permettra de stabiliser puis d'inverser cette dynamique. L'ensemble des équipes est ainsi appelé à s'impliquer pleinement dans ce processus budgétaire 2026 exigeant, en alignant leurs actions sur les priorités stratégiques définies et en optimisant l'usage des ressources disponibles. Cette mobilisation partagée est indispensable pour garantir une trajectoire financière soutenable et contribuer concrètement au redressement de la situation de l'UBM sur plusieurs années. Elle doit s'accompagner d'un dialogue renforcé avec l'État et les partenaires locaux afin d'assurer la viabilité de l'établissement à moyen terme. Ce sera tout l'enjeu du COMP « 100% missions ».

Cette note a pour objet d'éclairer les membres de l'organe délibérant sur les raisons et les conséquences des décisions soumises à leur vote. Le budget initial 2026 sera présenté au conseil d'administration du vendredi 19 décembre 2025.

Nb : tous les tableaux budgétaires détaillés pour vote et pour information ont été mis à disposition du Rectorat et du CA le 5 décembre 2025, dans le respect des délais réglementaires.

1. 5. Les enjeux du budget initial 2026

1. 5. 1. Le niveau des autorisations budgétaires

Le budget de l'exercice 2026 est évalué :

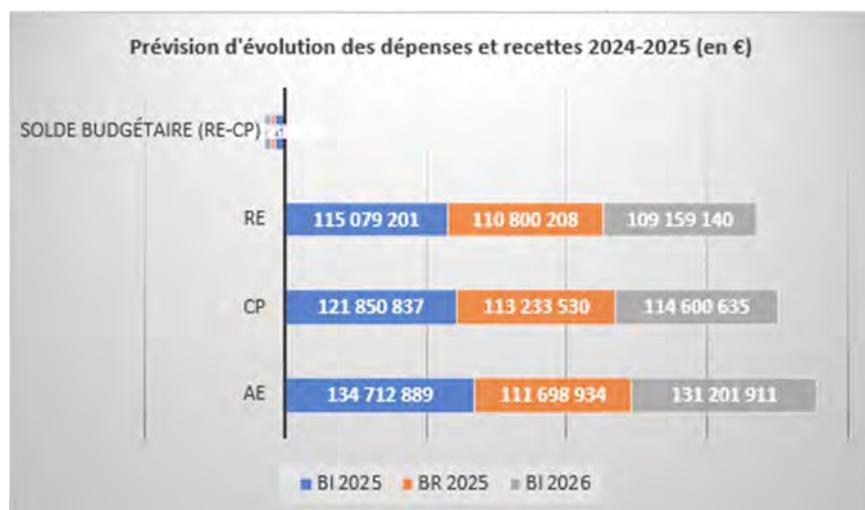
- En dépenses :
 - **131,2 M€** en Autorisations d'Engagement (AE)
 - **114,6 M€** en Crédits de Paiement (CP)
- En prévision de recettes encaissées (RE) : **109,2 M€**

Le solde budgétaire prévisionnel est, par conséquent, déficitaire et s'élève à **-5,4 M€** conformément au Tableau 2 des autorisations budgétaires.

Budget en €	BI 2026
AE	131 201 911
CP	114 600 635
RE	109 159 140
<i>Solde budgétaire (RE-CP)</i>	<i>-5 441 495</i>

Evolution année 2025-2026

Budget en €	BI 2025	BR 2025	BI 2026	Ecart BI 2026/ BR-2025		Ecart BI 2026/ BI2025	
				€	%	€	%
AE	134 712 889	111 698 934	131 201 911	19 502 977	17,5%	-3 510 978	-3%
CP	121 850 837	113 233 530	114 600 635	1 367 104	1,2%	-7 250 203	-5,95%
RE	115 079 201	110 800 208	109 159 140	-1 641 068	-1,5%	-5 920 061	-5%
<i>Solde budgétaire (RE-CP)</i>	<i>-6 771 636</i>	<i>-2 433 323</i>	<i>-5 441 495</i>	<i>-3 008 172</i>	<i>124%</i>	<i>1 330 141</i>	<i>-20%</i>



L'analyse croisée des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des prévisions de recettes met en évidence une évolution budgétaire contrastée, marquée à la fois par une nécessaire reprogrammation des investissements et par une dynamique de maîtrise des dépenses.

Les autorisations d'engagement (AE) progressent de +17,5 % par rapport au BR-2025, principalement du fait de la reprogrammation d'opérations d'investissement majeures inscrites au CPER 2021-2027 et de la montée en charge de nouvelles opérations structurantes (réaménagement des espaces de vie étudiante, équipements scientifiques, travaux réglementaires), tout en respectant le cadre limitatif défini dans la DOB. Cette progression est également portée par l'augmentation des coûts d'infrastructure et des contrats supports (nettoyage, gardiennage). Toutefois, comparées au budget initial 2025, les AE enregistrent une diminution de 3,6 M€, traduisant les efforts engagés par l'établissement pour contenir les engagements et optimiser la planification pluriannuelle.

Les crédits de paiement (CP) augmentent de manière plus modérée (+1,2 %) par rapport au BR 2025, avec une hausse ciblée des dépenses de fonctionnement et de masse salariale, tandis que les CP d'investissement reculent. Par rapport au BI 2025, la diminution est marquée (-6 %, soit -7,25 M€), confirmant un pilotage resserré des décaissements et une volonté de préserver la soutenabilité financière. Cette diminution est également le résultat de la priorisation des activités dès 2025 avec la réduction des 15% de l'enveloppe de fonctionnement et de 30% de l'enveloppe d'investissement.

Enfin, les prévisions de recettes encaissées (RE) s'inscrivent en légère baisse (-1,5 %), sous l'effet de reprogrammations de versements CPER et de calendriers de financement décalés pour plusieurs opérations immobilières et numériques. Cette contraction est partiellement compensée par les loyers GER et par des recettes hors OPPA en croissance, notamment celles liées à la CVEC, au COMP 2025-2027 et à des projets de recherche en cours de dépôt (ex : GPR Human Past).

Dans l'ensemble, ces évolutions témoignent d'une gestion budgétaire prudente et réactive, permettant d'ajuster les engagements et les décaissements tout en sécurisant les capacités financières de l'établissement dans un contexte d'investissement important et de tension sur les coûts d'exploitation. L'établissement poursuit ainsi une trajectoire de maîtrise et d'optimisation de ses marges de manœuvre, essentielle à la mise en œuvre de ses projets stratégiques dont ceux du COMP « 100% missions », et de sécurisation financière pluriannuelle.

Répartition des prévisions de recettes encaissées (RE) par typologie :

Par principe les recettes sont toutes globalisées et par exception elles sont fléchées et concernent exclusivement les opérations pluriannuelles (OPPA) du Tableau 9.

Recettes Encaissées (RE)	Rép %	
en €	BI 2026	BI 2025
Globalisées	104 935 512	96,1%
Fléchées	4 223 628	3,9%
Total RE	109 159 140 €	100,0%

Evolution année 2025-2026

Recettes Encaissées (RE)	Ecart BI 2026/BR 2025		Rép %				
	en €	BR 2025	BI 2026	€	%	BR 2025	BI 2026
Globalisées	103 581 653	104 935 512	1 353 859	1,3%	93,5%	96,1%	
Fléchées	7 218 555	4 223 628	-2 994 927	-41,5%	6,5%	3,9%	
Total RE	110 800 208 €	109 159 140 €	-1 641 068 €	-1,5%	100,0%	100,0%	
<i>dont sur OPPA (T9)</i>	<i>7 406 633</i>	<i>4 319 194</i>	<i>-3 087 439</i>	<i>-41,7%</i>			
<i>dont hors OPPA</i>	<i>103 393 575</i>	<i>104 839 946</i>	<i>1 446 371</i>	<i>1,4%</i>			

1. 5. 2.Les points saillants impactant le budget 2026

1. 5. 2. 1. L'absence de pré-notification de SCSP

L'absence de PLF 2026 et donc de pré-notification de la subvention pour charges de service public (SCSP) a réduit la capacité de l'établissement à construire un budget pleinement sincère et soutenable, alors même que les charges exogènes continuent de croître et de peser sur l'équilibre budgétaire.

À ces contraintes s'ajoute un environnement politique national orienté vers une plus grande rigueur budgétaire, imposant des limitations supplémentaires qui rendent l'élaboration d'un budget équilibré encore plus complexe. Cette exigence, bien que contraignante, s'inscrit toutefois dans une démarche vertueuse de maîtrise et de sécurisation des finances d'UBM.

Dans ce cadre, et compte tenu de la transmission tardive des informations nécessaires à la projection des moyens, le montant de SCSP inscrit au budget a été calé sur les dotations communiquées lors de la notification intermédiaire du 21 juillet 2025, intégrant en outre la tranche 2026 du « petit » COMP (30 %). Cette approche vise à maintenir une cohérence budgétaire minimale malgré l'incertitude persistante sur les ressources définitives pour 2026.

Ainsi, la subvention pour charges de service public inscrite au budget initial s'élève à **90 770 559 €**, dont **589,2 k€** au titre de la tranche 2026 du COMP 2025-2027.

En rappel, le montant de la SCSP inscrit au BR 2025 s'élève à **88 249 966 €**.

Evolution de la SCSP : source comptes financiers :

	2024	2023	2022	2021
SCSP	88 324 903	87 973 322	84 794 892	83 269 344
Dont - Masse salariale	82 103 284	81 084 374	78 102 851	77 311 123
Dont - Fonctionnement	6 221 619	6 888 948	6 692 041	6 139 780

Source CoFi 2024

1. 5. 2. 2. L'impact de la Contribution de Vie Etudiante et de Campus (CVEC)

L'évaluation du produit prévisionnel de la Contribution de Vie Étudiante et de Campus (CVEC) pour 2025 repose sur les dispositions du décret n°2019-685 du 30 juin 2019, notamment les articles D.841-5 et D.841-6 du Code de l'éducation. Deux paramètres principaux fondent cette estimation :

- Le nombre d'étudiants inscrits dans le périmètre en 2024-2025 : **15 584** ;
- La base forfaitaire retenue par l'établissement : **68 €** par étudiant.

Sur cette base, le montant inscrit au budget initial 2026 s'établit comme suit :

Recettes encaissées (RE)

- **1,06 M€**, correspondant à l'hypothèse $68 \text{ €} \times 15 584$ étudiants.

Dépenses

- Autorisations d'engagement (AE) : **1,2 M€**, incluant **117 K€** de crédits reprogrammés des campagnes antérieures ;
- Crédits de paiement (CP) : **1,1 M€**, intégrant également **117 K€** de reprogrammation.

Cette estimation, construite selon une approche analytique et prudente, sera révisée lors du budget rectificatif 2026, afin d'ajuster recettes et dépenses au regard des réalisations constatées.

Par mesure de sécurisation, une enveloppe de **125 K€** a été centralisée. Elle correspond à l'écart entre une programmation prudentielle des dépenses sur une base de **68 €/étudiant** et une

projection des recettes calculée selon le même montant unitaire, garantissant ainsi la fiabilité de la prévision.

La gestion des crédits CVEC requiert une programmation pluriannuelle stricte. Le courrier de la DAF-B2 du 25 mars 2020 rappelle le cadre applicable : la reprogrammation est autorisée dans les limites de l'article R.719-57 du Code de l'éducation, mais tout report de crédits en dehors de ce cadre est proscrit. En conformité avec cette réglementation, les crédits de la CVEC 2026, ainsi que ceux issus des reprogrammations antérieures, ont été ouverts en AE et CP sur l'exercice 2026.

Les crédits CVEC permettent également de financer des projets structurants, tels que les travaux de la Maison des étudiants (50 K€).

Enfin, la programmation des crédits CVEC impacte directement l'équilibre du compte de résultat prévisionnel (T6) et du solde budgétaire annuel (T2), en raison du décalage entre ressources perçues les années précédentes et engagements de l'exercice. Ce décalage s'élève à 57 K€ au BI 2026.

1. 5. 2. 3. Stabilisation du nombre d'inscriptions MISE A JOUR A VENIR (ODE)

Source ODE

Au niveau global :

- Stabilité des effectifs physiques, avec une sensible hausse de 0,6% soit +96 ;
- Diminution des effectifs boursiers : -130, soit -0,6%.

Au niveau LMD :

- Augmentation des effectifs : 113, soit 1,3%

Effectifs comparés 2024-25 et 2025-26

Type de diplôme	2025-26 (au 08/12/2025)		2024-25 (au 09/12/2024)		Ecarts	
	Effectifs physiques	Nombre d'inscriptions adm.	Effectifs physiques	Nombre d'inscriptions adm.	Effectifs physiques	Nombre d'inscriptions adm.
Lic. LMD	9029	9284	8916	9192	113	92
Master	2784	2823	2751	2788	33	35
MEEF	248	248	268	269	-20	-21
Doctorat	467	467	475	475	-8	-8
BUT	838	852	850	854	-12	-2
Lic Pro	168	168	177	177	-9	-9
DAEU	140	140	157	159	-17	-19
HDR	4	4	5	5	-1	-1
Prépa	230	231	208	214	22	17
Certif. ou cours	1016	1940	1107	1944	-91	-4
CPGE	367	368	393	393	-26	-25
Autres	1169	1311	1057	1189	112	122
TOTAL	16460	17836	16364	17659	96	177

Source : Apogée, extractions des 09/12/2024 et 08/12/2024 - Observatoire des Étudiants

Effectifs boursiers comparés 2024-25 et 2025-26

Boursiers	08/12/2025	09/12/2024	Ecarts
Oui	5949	6079	-130
Non	10511	10285	226
TOTAL	16460	16364	96

Source : Apogée, extractions des 09/12/2024 et 08/12/2024 - Observatoire des Étudiants

Périmètre : inscriptions premières

Cette augmentation globale du nombre d'inscription administrative (+1%) entraîne une hausse sur le montant des droits d'inscription inscrits en recette dans le BI 2026, soit +89K€ par rapport à 2025. Le montant s'élève donc à 1,8 M€.

1. 5. 2. 4. L'impact des ressources issues du CFA.

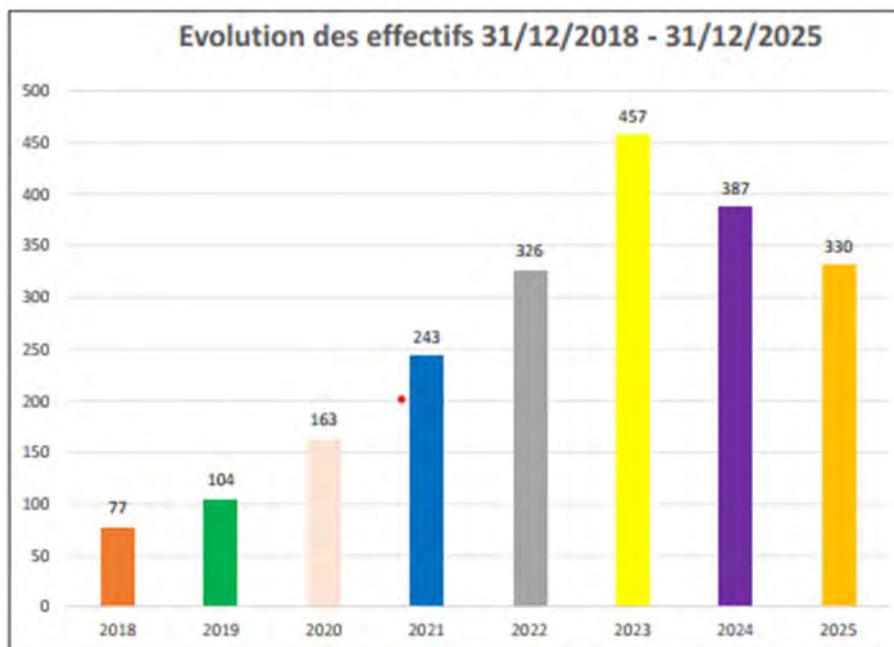
Dans le cadre de la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » du 5 septembre 2018, l'apprentissage constitue un enjeu stratégique majeur pour les établissements, tant pour le développement des compétences que pour la pérennisation d'un modèle économique génératrice de nouvelles ressources.

Cependant, plusieurs facteurs structurels pèsent sur le budget 2026 du CFA, en particulier :

Diminution des ressources

- La baisse du dispositif d'aide aux entreprises, fixé à **5 000 € par contrat** pour la première année d'embauche, prendra fin le **31 décembre 2025** pour le secteur privé ;
- Arrêt du financement des formations de niveau 6 et 7 de qualification par le CNFPT ;
- La mise en place d'une contribution obligatoire des employeurs de **750€ par apprenti** à l'embauche depuis le **01/07/2025** (décret 2025-585) ;
- Le financement des CFA selon la durée réelle des contrats d'apprentissage (paiement au prorata de la durée des formations sur une base journalière et non plus mensuelle), minoration de 20% des NPEC dès lors qu'il y a plus de 80% de formation en distanciel dans le cursus des apprentis ;
- Une réduction significative des effectifs prévisionnels est anticipée : **330 alternants**, soit une baisse de **57 alternants (-15 %) par rapport à 2024** ;
- Le niveau moyen de prise en charge par contrat (**NPEC**) a été révisé à **6 200 €**, impactant positivement le volume global des recettes ;

En conséquence, le **volume prévisionnel des recettes (RE)** est estimé à **2,05 M€ au BI 2026** en baisse par rapport au **BI 2025 (2,32 M€)**, du fait de la baisse du nombre d'apprentis.

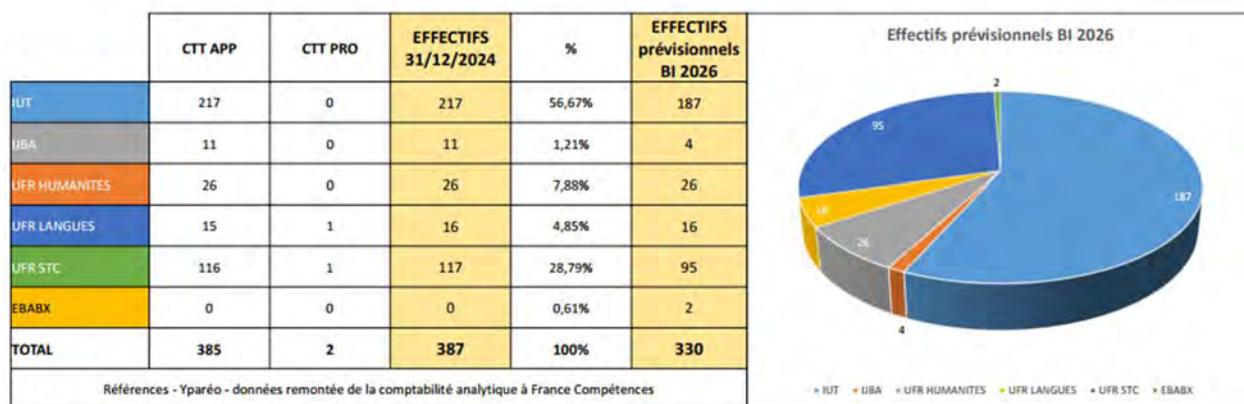


Augmentation des coûts par alternant :

- 2 035 € en 2025 à 2 431 € en 2026 soit 396 € d'augmentation
- 1 381 € en 2024 à 2 035 € en 2025 soit 654 € d'augmentation
 - o La baisse des effectifs combinée au maintien des charges fixes et à l'ouverture de nouveaux parcours sur le site de Pessac accroît mécaniquement le coût par alternant.
 - o De nouveaux parcours ouverts à l'apprentissage incluent :
 - Licence professionnelle (CPSIDDP),
 - Master 2 Archéologie,
 - Master 2 Artistes intervenants.

Dans le cadre du projet stratégique visant à créer un **CFA « prestataire »**, une convention-cadre de partenariat a été signée le 30 juin 2025 avec l'École des Beaux-Arts de Bordeaux (EBABX). Elle s'est traduite par l'ouverture du Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP, niveau 7 – Master). Pour 2026, la prévision porte sur deux contrats d'alternants.

Prévision de répartition des effectifs par composante au prorata du nombre d'apprentis connus au 31/12/2025 :



Répartition des dépenses :

Les dépenses inscrites pour 2026 (en AE et CP) se répartissent comme suit :

- Fonctionnement : 1,53 M€ ;
- Dépenses de personnel : 644 K€, incluant la valorisation des personnels mobilisés ;
- Investissement : 100 K€, correspondant au cofinancement des projets REVES.

Dans le cadre de la sécurisation financière de l'établissement et du respect de sa trajectoire pluriannuelle, aucune dépense n'est venue impacter le fonds de roulement du CFA (SACD). Les recettes prévisionnelles 2026 couvrent ainsi l'intégralité des dépenses programmées sur les trois enveloppes (fonctionnement, investissement, personnel).

Par ailleurs, aucun appel à projets d'investissement n'a été lancé par le CFA pour l'exercice 2026.

Impact sur les composantes

- Le modèle analytique Apprenti'Sup, basé sur les **330 apprentis**, prévoit une allocation budgétaire aux composantes concernées (IUT, IJBA, UFR Hum, UFR L&C, UFR STC) dans le cadre de l'enveloppe formation validée en CFVU.
- Un **droit de tirage** révisé pour 2026 passant de 20% à **23 %** est intégré au budget global des composantes, participant à la redistribution des moyens.

1. 5. 2. 5. Augmentation modérée de la masse salariale, contrôlée et maîtrisée, et évolution des ETPT

Le budget initial 2026 pour la masse salariale s'élève à 93 476 711 €, soit une augmentation de 1,2 % par rapport au budget rectifié (BR) 2025 (92 358 908 €).

La projection initiale de l'enveloppe de personnel s'élevait à 96,6 M€, sans avoir intégré d'autres évolutions que les mesures nouvelles liées aux réformes (augmentation du CAS pension, complémentaire santé collective obligatoire) ainsi que l'effet lié aux parcours professionnels de nos agents (ancienneté, avancements) sur le GVT.

L'augmentation de la masse salariale en 2026 ne permettant pas d'élaborer un budget soutenable avec des indicateurs financiers conformes à la réglementation en vigueur, l'établissement a engagé une démarche volontariste de réduction des dépenses, en lien étroit avec l'autorité de tutelle et les inspecteurs généraux qui accompagnent l'établissement dans le cadre du COMP global.

Afin d'assurer la soutenabilité budgétaire de notre trajectoire d'emplois, un travail approfondi a été lancé à l'automne pour permettre d'identifier et de mettre en œuvre des mesures ayant un impact à court et à moyen terme.

L'Université Bordeaux Montaigne a mis en place plusieurs mesures d'économies qui sont présentées ci-dessous :

- **Personnels enseignants et enseignants-chercheurs :**

- **Titulaires** : pas d'ouverture de concours en 2026, ni de report du concours infructueux de la campagne d'emplois 2025 ; les besoins liés aux départs définitifs d'enseignants-enseignants chercheurs (EC) pourront être couverts par des ATER. Ceux liés aux départs d'enseignants du second degré pourront être couverts par des CDD enseignants.

En parallèle, l'enjeu du travail en cours sur l'offre de formation actuelle et future est de redéfinir cette offre selon des critères de soutenabilité.

L'économie réalisée s'élève à **436 K€** soit 4,3 ETPT annuels (*effet en année pleine : 1,3 M€*)

- **Contractuels** : réduction des postes d'ATER de 24,5 ETPT ; non recrutement de 6 doctorants à la rentrée 2026.

L'économie réalisée s'élève à **468 K€**.

- **Personnels BIATSS :**

- **Titulaires** : le remplacement des départs définitifs sera arbitré en fonction de 3 critères : l'obligation réglementaire, la continuité des missions de service public essentielles au

fonctionnement de l'établissement, et le projet stratégique de l'établissement. Les départs au fil de l'eau seront pourvus en priorité par des agents contractuels.

L'économie réalisée s'élève à **273 K€**.

- **Contractuels CDD/CDI** : la suppression de certains postes de contractuels, à l'issue des contrats en cours sera opérée dans une logique de mutualisation des fonctions transverses (RH, logistiques, finances...).

L'économie réalisée s'élève à **1,1 M€** (30 ETP)

• **Les autres mesures :**

- **Emplois étudiants** : diminution de l'enveloppe de **90 K€** sur les emplois financés par UBM.
- **Heures complémentaires** : réduction de 5 % du volume prévu, soit **220 K€**.
- **Complémentaire santé** : estimation plus affinée du coût lié à la PSC, ayant entraîné une révision à la baisse de son impact sur 2026 (réduction de **200 k€**).
- Suppression de l'enveloppe dépenses des frais de gestion « CFA » de **203 K€**.
- Suppression de l'enveloppe « conférence sociale » de **200 K€**.

Au total, l'application de ces mesures se traduit par une **économie cumulée de 3,1 M€** entre la première et la dernière version projetée du budget initial 2026.

En synthèse, les mesures exogènes et non compensées qui impactent l'université :

Principales mesures héxogènes dont le financement est incomplet ou inexistant impactant 2026	Financement	Coût	Reste à charge
Mesures GUERINI (& hausse point 2022)	2 983 089 €	4 701 773 €	1 718 684 €
CAS pension (+4%)	522 195 €	1 305 487 €	783 292 €
Complémentaire santé (coût "net")	0 €	315 000 €	315 000 €
VMRR (versement de mobilité régional & rural)	0 €	70 047 €	70 047 €
Contrat doctoraux (revalorisation +100€ brut)	161 280 €	161 280 €	0 €
TOTAL	3 666 564 €	6 553 587 €	2 887 023 €

La variation entre le budget rectificatif 2025 et le budget initial 2026 par type de population :

B.I 2026 (V5)	BI 2026	BR 2025	Variation	% BI/BR
Enseignants titulaires	45 546 132 €	44 684 353 €	861 779 €	1,9%
BIATSS titulaires	18 092 254 €	18 031 231 €	61 023 €	0,3%
BIATSS contractuels & apprentis	7 471 496 €	8 032 250 €	-560 753 €	-7,0%
Contractuels étudiants	926 344 €	960 000 €	-33 656 €	-3,5%
Enseignants contractuels	9 141 951 €	9 078 853 €	63 098 €	0,7%
Primes et indemnités	5 859 164 €	5 765 304 €	93 860 €	1,6%
Heures complémentaires	4 170 223 €	4 241 197 €	-70 974 €	-1,7%
Recherche	2 021 146 €	1 035 719 €	985 427 €	95,1%
Hors paye	248 000 €	530 000 €	-282 000 €	-53,2%
Divers/réserves/marge				
Total	93 476 711 €	92 358 908 €	1 117 803 €	1,2%

L'augmentation significative sur la recherche de 1M€ concerne l'enveloppe des appels à projets mentionnés plus haut (GPR Human Past, Trancend...).

1. 6. Le budget de l'établissement

1. 6. 1. L'évolution des recettes propres encaissées (RE) 2025-2026

Les ressources propres globales (hors SCSP) prévisionnelles de l'établissement pour le BI 2026 représentent 17% des recettes encaissables globales (contre 83% pour le SCSP), avec une diminution de 9% par rapport au BR-2025 (1,85M€). Cependant, il est important de souligner que cette baisse traduit l'effet de la reprogrammation des recettes issues des projets financés par la région et le CPER 2021-2027, dans le cadre du budget rectificatif. De plus, le montant de SCSP pour 2026 est supérieur par rapport au BR-2025, en raison des notifications intermédiaires reçues en juillet, ainsi que de l'inscription de la tranche 2026 du COMP et des 40% de la compensation du CAS pension.

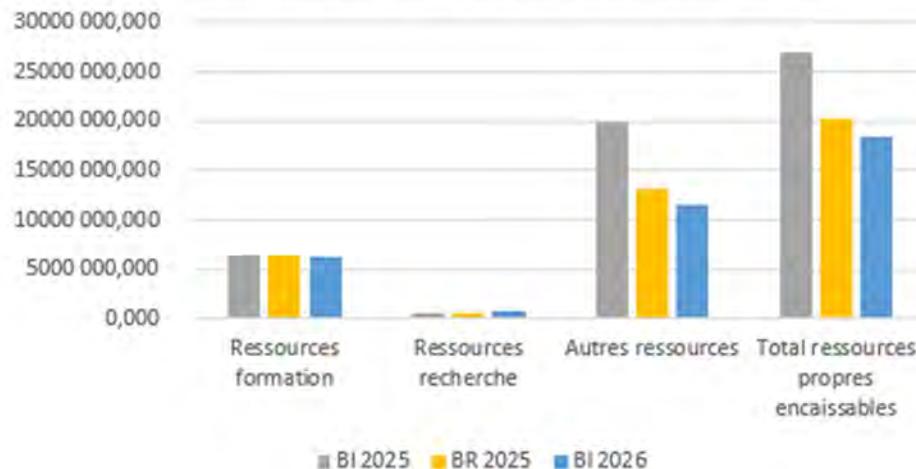
Evolution des recettes (RE) propres par origine :

Evolution des ressources propres		BI 2026/BR-2025			
	RE en K€	BI 2025	BR 2025	BI 2026	écart
Droits d'inscription	1 745	1 745	1 831	86	5%
CVEC	1 063	1 129	1 060	-69	-6%
Formation continue, diplomes propres, VAE	4 733	4 670	4 307	-362	-8%
Taxe d'apprentissage	40	40	50	10	25%
Contrats et prestations de recherche hors ANR	8	8	0	-8	-100%
Valorisation	298	227	273	47	21%
ANR hors PIA	348	396	433	37	9%
Subventions Union européenne	498	1 242	975	-267	-22%
Subventions Région	7 408	3 227	1 687	-1 540	-48%
Autres subventions	7 776	3 848	4 129	280	7%
Autres recettes propres	3 094	3 701	3 643	-58	-2%
Total recettes propres encaissables	27 010	20 234	18 389	-1 846	-9%

Les recettes propres se répartissent selon trois grands domaines d'activité

(Répartition Ministère COFISUP-Data ESR)

Variation ressources propres 2025-2026 (en €)

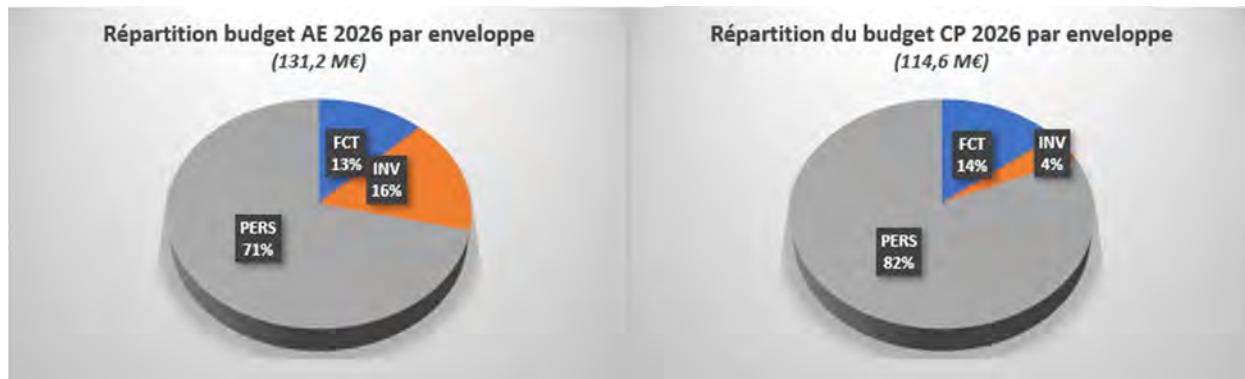


Recettes/RE en M€	COFI 2018	COFI 2019	BI 2025	BR 2025	BI 2026	Ecart	Evolt %
Droits inscription	0,976	1,024	1,745	1,745	1,831	0,09	4,9%
FC, DU, VAE	0,673	0,954	4,733	4,670	4,307	-0,36	-7,8%
TA	0,106	0,836	0,040	0,040	0,050	0,01	25,0%
Ressources formation	1,755	2,814	6,518	6,455	6,189	-0,27	-4,1%
Valorisation	0,040	0,010	0,298	0,227	0,273	0,05	20,5%
ANR hors invest avenir	0,480	0,900	0,348	0,396	0,433	0,04	9,3%
Contrats & prestations de recherche hors ANR	0,530	0,670	0,008	0,008	0,000	-0,01	-100,0%
Ressources recherche	1,550	2,080	0,654	0,631	0,707	0,08	12,0%
Région	0,960	1,670	7,408	3,227	1,687	-1,54	-47,7%
Union européenne	2,830	1,950	0,498	1,242	0,975	-0,27	-21,5%
Autres ressources propres (dont CVEC)	1,420	2,100	4,157	4,830	4,703	-0,13	-2,6%
Autres subventions	4,930	5,650	7,776	3,848	4,129	0,28	7,3%
Autres ressources	10,140	11,370	19,838	13,148	11,493	-1,65	-12,6%
Total ressources propres encaissables	13,445	16,264	27,010	20,234	18,389	-1,85	-9,1%

1. 6. 2. La répartition des dépenses par enveloppe 2025-2026

Elle est expliquée au point § 1.5.1 Supra.

BI 2026		
en €	AE	CP
FCT	16 371 624	16 465 747
INV	21 353 577	4 658 177
PERS	93 476 711	93 476 711
Total	131 201 911	114 600 635



➤ *Evolution du budget prévisionnel d'AE par enveloppe BI 2026- BR 2025*

Par enveloppe				Ecart BI 2026/ BR-2025		Ecart BI 2026/BI2025	
Budget d'AE en €	BI 2025	BR 2025	BI 2026	€	%	€	%
Fonct	19 274 608	14 980 955	16 371 624	1 390 668	9,3%	-2 902 984	-15%
Invest	21 292 379	4 359 070	21 353 577	16 994 507	389,9%	61 198	0%
Personnel	94 145 902	92 358 908	93 476 711	1 117 802	1,2%	-669 191	-1%
Total AE	134 712 889	111 698 934	131 201 911	19 502 977	17%	-3 510 978	-3%

Le budget augmente de + 19,5 M€ en AE, soit 17% par rapport au BR-2025 (*Se référer au point § 1.6.1 supra*) et s'explique par :

➤ *Evolution du budget prévisionnel de CP par enveloppe BI 2026-BR 2025*

Par enveloppe				Ecart BI 2026/ BR-2025		Ecart BI 2026/BI2025	
Budget CP en €	BI 2025	BR 2025	BI 2026	€	%	€	%
Fonct	19 512 680	15 962 271	16 465 747	503 477	3,2%	-3 046 932	-15,6%
Invest	8 192 256	4 912 352	4 658 177	-254 175	-5,2%	-3 534 079	-43,1%
Personnel	94 145 902	92 358 908	93 476 711	1 117 802	1,2%	-669 191	-0,7%
Total CP	121 850 837	113 233 530	114 600 635	1 367 104	1,2%	-7 250 203	-6,0%

Le budget de CP augmente de 1,4 M€, soit 1,2% par rapport au BR-2025 (*Se référer au point c§ 1.5.1 supra*). Cela s'explique par la reprogrammation sur les OPPA et les restes à payer sur des engagements pris sur les exercices antérieurs.

Les engagements juridiques concernant le récurrent pris pour l'année 2026 doivent se réaliser au cours de la même année, à l'exception des engagements fermes contractuels (marchés, mandats SRIA, etc.).

1. 6. 3. Le solde budgétaire du budget initial 2026

Le solde budgétaire correspond à la différence entre la prévision des recettes encaissées (RE) et la prévision des crédits de paiement (CP) de l'année, soit la variation de trésorerie générée par les opérations budgétaires (solde intermédiaire de trésorerie).

Il doit s'analyser au regard des modalités de financement de l'établissement et des montants disponibles en trésorerie (12,37 M€) et dans le fonds de roulement (3,96M€) à l'issue de l'exercice. Ces indicateurs ont été calculés sur la base de ceux du BR 2025, eux même calculés à partir de ceux du compte financier 2024. Ils seront réajustés au BR 2026 sur la base des résultats du compte financier 2025.

Le solde budgétaire prévisionnel de l'année 2026 est déficitaire et s'élève à -5,44 M€. Ce montant englobe les décalages de décaissement et d'encaissement liés aux opérations pluriannuelles et à leur temporalité d'exécution. Cependant, l'analyse de ce solde met en évidence que l'établissement assume avec difficultés son fonctionnement courant du fait du poids exponentiel des dépenses exogènes et endogènes depuis plusieurs années dont le poids de la masse salariale.

De plus, le recours au FDR est indispensable afin de financer les investissements sécuritaires et réglementaires, et maintenir un niveau d'équipement (technique, scientifique, informatique) en lien avec les ambitions de l'université.

Ce solde budgétaire prévisionnel s'explique par :

- Un solde budgétaire prévisionnel négatif de 4,91 M€ sur le hors OPPA malgré tous les efforts de réduction de la dépense engagée dès 2025 :
 - Prélèvement pour financer les investissements (2 M€) et qui concerne les travaux hors PPI et équipements informatiques et numériques récurrents ;
 - Les mesures salariales exogènes non compensées (2,9 M€) ;

Ces financements s'opèrent via un prélèvement sur la trésorerie (et du FDR).

- Un solde budgétaire négatif de 528 K€ lié aux OPPA (T9) dont +495K€ sur les opérations d'investissement, -289,5K€ sur les contrats de recherche et -733K€ sur les contrats d'enseignement.

- L'équilibre du budget consolidé se fait par un prélèvement sur la trésorerie à hauteur de 5,56 M€ via un prélèvement sur la trésorerie fléchée (224,25 K€) et sur la trésorerie non fléchée (5,33 M€ dont 419 K€ sur les OPPA). Ce montant prévisionnel tient compte du solde budgétaire et de la balance (-115 K€) des opérations pour comptes de tiers qui sont non budgétaires (T5).

1. 6. 4. Focus sur les centres de responsabilité budgétaire (CRB)

Le budget d'autorisation d'engagement (AE) hors opérations pluriannuelles (114 M€) se répartit par enveloppe et par CRB comme suit :

CRB	FCT	INV	PERS	Budget AE	Rép %
900 Support	2 489 240	211 000	1 286 240	3 986 480	3,6%
901 HUM	117 999		15 600	133 599	0,1%
902 L&C	126 199		14 378	140 577	0,1%
903 STC	131 732		8 100	139 832	0,1%
904 IUT	512 000		1 167 404	1 679 404	1,5%
906 IJBA	151 200	37 000	203 000	391 200	0,4%
912 SCD	618 820			618 820	0,6%
913 Soutien	979 474	10 000	77 575	1 067 049	1,0%
914 MS			87 838 792	87 838 792	80,3%
915 DPIL	3 547 900	610 000		4 157 900	3,8%
916 DSIN	1 182 518	495 712		1 678 230	1,5%
918 Recherche	1 671 399	13 000	165 200	1 849 599	1,7%
920 SIGDU	1 793 000	810 200	805 438	3 408 638	3,1%
921 CFA	1 036 249		644 268	1 680 517	1,5%
922 CLEFF	518 700		109 500	628 200	0,6%
Total général	14 876 430 €	2 186 912 €	92 335 495 €	109 398 837 €	100,0%

Le CRB 900 SUPPORT héberge les réserves recherche et hors recherche qui viennent augmenter le poids dans la répartition du budget d'AE. Les réserves totales (2 M€) ont été limitées cette année aux appels à projets de la recherche (1,71M€), la sécurisation de l'enveloppe CVEC (125K€) et projets DRI (42 K€) et restes a payer (50K€)

Le montant du budget d'AE du CRB 900_Support hors réserves et hors OPPA s'élève à 1,67 M€ soit 1,46 M€ lié aux actions sociales, cotisations diverses dont nouveau contrat de la médecine préventive, la formation des personnels, équipements divers pour la PHSE et le marché sécurité.

Le CRB_913 SOUTIEN porte une majorité des crédits de la CVEC (437 K€). L'enveloppe du budget d'AE est ventilée entre les différents services et directions du CRB (DAPS-165 K€, SUAC-155K€, DOSIP-148 K€, DIVEC-286 K€, FTLV- 38,5 K€).

Le CRB_914 MS porte cette année l'ensemble des crédits des heures complémentaires, hors IUT et IJBA.

Le CRB_915 DPIL porte les charges de fonctionnement de l'établissement. Le montant des charges incompressibles est estimé à 3,5M€. Elles correspondent aux dépenses de fluides, des contrats de maintenance et d'entretien, de gardiennage et d'entretien des locaux et conventions de site (BUDL).

Le CRB_920 SIGDU porte ses propres frais d'infrastructures dont la dépense est incompressible. Ces dépenses sont couvertes en partie par la contribution des organismes partenaires (IEP, UB, INP, BSA...) selon la convention de site en vigueur.

1. 7. La soutenabilité budgétaire du BI 2026

Rappel du cadre réglementaire – soutenabilité budgétaire (décret du 2 décembre 2024 et arrêté du 5 décembre 2024).

Trois critères à respecter :

- **Fonds de roulement (FDR)** ≥ 15 jours
- **Trésorerie** ≥ 30 jours
- **Charges de personnel** (ratio Dizambourg) $< 85\%$ pour les établissements SHS

Le budget est considéré comme insoutenable lorsque l'un de ces seuils de critères de soutenabilité n'est pas respecté.

Modalité de régulation :

Le conseil d'administration peut autoriser un prélèvement sur le FDR et/ou la trésorerie pour atteindre l'équilibre réel et financer tout type de dépense.

Ce prélèvement relève de la seule compétence du conseil et ne nécessite pas d'autorisation du recteur.

Les indicateurs financiers du budget initial 2026, établis à partir des résultats prévisionnels du budget rectificatif 2025, témoignent d'un projet de budget non soutenable mais dont les indicateurs devraient s'améliorés à l'issue du compte financier 2025. En effet

Indicateurs financiers	COFI 2024	BR 2025 <small>calculés à partir du COFI 2024</small>	BI 2026
Niveau final FDR	17 117 507	9 885 576 €	3 956 137
<i>NB de jours FDR</i>	60	33	13
Niveau final de trésorerie	20 685 633	17 926 144 €	12 369 507
<i>NB jours trésorerie</i>	73	60	41
<i>Ratio Dizambourg (chges pers/recettes encaissables)</i>	84,94%	86,53%	86,71%

1. Fonds de roulement (FDR) : ORANGE/ROUGE – en dessous du seuil

Écart au seuil : - 2 jours (625 K€)

L’interprétation qui en découle est que la marge de sécurité insuffisante, avec une capacité de couverture des décalages de trésorerie fragile.

Objectif à atteindre en cours d’année (BR 2026) : remonter au-dessus de 15 jours.

2. Trésorerie : VERT – seuil atteint

Écart au seuil : + 11 jours (soit 3,3 M€)

L’interprétation qui en découle est une tension prévisionnelle sur la liquidité. L’établissement devra renforcer sa vigilance sur les encaissements et le calendrier de dépenses.

Objectif : sécuriser la trésorerie à +30 jours par un pilotage des flux financiers continus.

3. Ratio Dizambourg: ROUGE – au-dessus du seuil

Écart au seuil : + 1,71 points

L’interprétation qui en résulte est que la masse salariale reste trop élevée par rapport aux ressources ; contrainte forte pour la construction et l’exécution budgétaire.

Objectif : ramener sous 85% le ratio Dizambourg via maîtrise de la MS (-1%) et augmentation des ressources propres (+2,5 %), le RD serait ramené à 84,16%.

1. 7. 1. La situation de la trésorerie

1. 7. 1. 1. Soutenabilité à l'échelle infra-annuelle

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL	Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	17 926 144	21 986 990	22 502 039	14 271 620	29 931 704	21 116 152	15 061 835	31 275 431	30 044 402	23 065 238	26 549 639	19 395 234	231 756 479	
ENCASSEMENTS														
Recettes budgétaires globales	22 479 504	50 462	50 150	21 443 076	16 039 045	12 035 535	12 324 542	14 731 701	2 079 237	14 035 035	2 474 105	5 510 200	148 307 312	
Recettes budgétaires fictives	0	0	0	26 004	51 606	29 364	14 445 494	164 421	34 640	251 024	164 256	1 562 467	507 111	4 223 448
Opérations non budgétaires	2 091	-271	19 000	269 054	12 932	262 143	27 359	52 249	-362 051	223 918	65 364	301 131	1 167 161	
A. TOTAL	22 479 504	60 462	50 151	23 770 061	16 011 771	2 034 277	32 519 573	167 410	2 514 614	14 571 525	3 115 610	4 553 161	170 512 408	
DÉCAISSEMENTS														
Dépenses liées à des recettes globales	0 243 910	7 227 962	0 059 106	0 626 035	0 082 002	0 900 431	0 765 102	7 003 437	8 123 000	9 187 156	10 395 514	10 042 745	10 912 775	
Dépenses liées à des recettes fictives	131 410	202 121	230 300	137 914	193 401	183 796	441 050	241 036	231 300	471 040	307 216	147 141	4 441 019	
Opérations non budgétaires	59 910	115 459	127 837	128 764	91 600	35 156	66 236	54 962	149 206	202 860	420 273	156 815	149 037	
B. TOTAL	0 420 330	9 745 442	9 229 004	0 549 307	0 647 012	8 329 934	10 219 121	8 069 701	8 160 537	9 527 065	12 341 963	10 145 191	116 223 748	
(2) SOLDE DU MOIS : A - B	14 056 655	-8 434 161	-8 238 418	14 826 684	-1 915 572	-6 855 937	22 814 336	-1 238 623	-4 173 162	4 145 448	-8 625 455	-7 615 121	-5 916 638	
SOLDE CUMULÉ (1) + (2)	31 386 680	22 502 039	14 271 620	23 931 704	21 116 152	15 061 835	31 275 431	30 044 402	23 065 238	26 549 639	19 395 234	12 363 161		
dans niveau de la trésorerie fictive	-127 410	-2 062 231	-210 207	-129 304	-154 024	1 264 701	-551 064	-306 457	-36 777	-205 544	217 059	-40 020	-344 241	
dans niveau de la trésorerie non fictive	14 052 066	-3 202 259	-8 030 207	14 359 507	-7 521 459	-7 328 670	22 436 064	-7 324 574	-6 162 297	5 079 055	-1 042 654	-7 378 657	-3 332 446	
														5 916 638

Analyse des points bas du plan de trésorerie prévisionnel 2025 : mars, juin et décembre :

Les variations de trésorerie pour l'année 2026 sont principalement influencées par le calendrier des encaissements de la subvention pour charges de service public (SCSP). Les versements de la SCSP s'effectuent sur une temporalité de : janvier, avril, juillet et octobre.

L'établissement s'est déjà engagé sur la fin de l'exercice 2025 et renforcera son pilotage de manière plus régulière dès janvier 2026 dans :

- Un suivi rigoureux des flux : Une vigilance accrue devra être exercée par l'ordonnateur et le comptable pour sécuriser les encaissements et anticiper les décaissements critiques.
- Une gestion proactive : Prévoir des ajustements dans le calendrier des décaissements non prioritaires et être réactif dans la demande d'avance sur les projets notamment immobiliers.
- Planification budgétaire renforcée : Intégrer ces points bas dans les outils de pilotage pour anticiper les tensions et garantir le paiement des fournisseurs et des salaires sans interruption.

Cette approche permettra de préserver l'équilibre financier de l'établissement tout en assurant la continuité du service public.

Le niveau prévisionnel de trésorerie à l'issue de l'exercice 2026 se porte à **12,4 M€** après un prélèvement de 5,6 M€.

Le solde initial de trésorerie est le solde évalué à l'issue du budget rectificatif 2025.

Focus sur évolution du niveau de trésorerie

- 2017-2024 : données du compte financier
- 2025-2026 : données du budget prévisionnel

KE	CoFi 2017	CoFi 2018	CoFi 2019	CoFi 2020	CoFi 2021	CoFi 2022	CoFi 2023	CoFi 2024	BR 2025	BI 2026
Niveau final de la TRESORERIE	18 891	19 945	20 131	23 021	27 586	23 487	19 601	20 686	17 926	8 606
NB jours TRESORERIE	79	83	81	92	106	88	67	73	60	28

Base CoFi 2024 base BR 2025

Il apparaît que le niveau de trésorerie, fortement influencé par les variations des exercices antérieurs, place l'établissement dans une situation instable, avec des écarts marqués entre les budgets prévisionnels et les comptes financiers. Au budget initial 2026, la trésorerie prévisionnelle est estimée à 12,4 M€, soit

l'équivalent de 28 jours de fonctionnement (sur la base d'une dépense journalière de 305,4 K€ hors investissement), pour un seuil de sécurité fixé à 30 jours.

Il convient de préciser que cet indicateur ne tient pas compte du fait qu'une part importante de la trésorerie de l'université est déjà mobilisée pour financer des opérations en cours. Le périmètre consolidé inclut également la trésorerie du SIGDU. Par ailleurs, l'UBM percevra en 2026 des avances significatives liées notamment aux opérations immobilières du CPER 2021-2027 bâimentaire. Les décaissements associés s'échelonnant sur plusieurs années, ces flux contribueront mécaniquement à accroître la trésorerie sur une période donnée.

Le niveau de trésorerie réellement disponible sera fiabilisé à l'issue de l'arrêté du compte financier 2025.

Autres Indicateurs de suivi :

- Solde budgétaire négatif : 5,4 M€
- Variation trésorerie négative : 5,6 M€
- Variation du FDR négatif : 5,9 M€. Pas de création de richesse pour l'établissement.
- Variation du BFR négatif : 373 K€. L'établissement encaisse presque aussi vite qu'il ne décaisse.

1. 7. 1. 2. La soutenabilité à l'échelle pluriannuelle :

Elle s'apprécie au regard du niveau final de trésorerie prévisionnel et mise en perspective avec celles des restes à engager, à payer et à encaisser sur les opérations pluriannuelles (OPPA).

- Niveau final de trésorerie (T-6) : + 12,4 M€ + Reste à encaisser(T9) : 39,8 M€ = 52,2 M€
- Reste à engager (T9) : 25,6 M€ + Reste à payer (T9) : 19 M€ = 44,6 M€
 - *Balance positive de 7,6 M€*

Sous réserve que les dépenses soient éligibles auprès des financeurs et que les délais de la contractualisation juridique soient respectés par l'établissement.

1. 7. 2. La situation patrimoniale

Le résultat patrimonial consolidé de l'établissement s'établit à - 5,25 M€, traduisant une dégradation notable de la situation financière mais maîtrisée par les efforts de 2026.

La ventilation des contributions montre :

- UBM : - 6,12 M€, soit le déficit principal expliquant le résultat consolidé négatif.
- SIGDU (SACD) : + 507 K€, apport positif au service inter-établissement.
- CFA (SACD) : + 372 K€, contribution également positive, dont une partie des recettes est destinée à financer des investissements.

Ce déficit consolidé est alourdi par 1,8 M€ d'amortissements non neutralisés, auxquels s'ajoute l'impact de charges patrimoniales comptabilisées, réduisant d'autant la capacité à dégager un résultat équilibré.

Le prélèvement prévisionnel sur le FDR atteint 5,9 M€, niveau élevé qui témoigne d'une fragilisation de la structure financière de l'établissement.

Plusieurs éléments contribuent à cette situation :

- Une Capacité d'Autofinancement (CAF) insuffisante, réduisant les marges de manœuvre pour financer les investissements indispensables.
- Un FDR partiellement gagé, ce qui limite encore la flexibilité financière de l'établissement.

En projection, le FDR final attendu pour 2026 serait de 3,96 M€, soit l'équivalent de 13 jours de crédits de paiement de fonctionnement (FCT et PERS) hors investissement. Ce niveau se situe en dessous du seuil de vigilance de 15 jours, marquant une entrée dans une zone de risque élevé.

En conséquence, un FDR à ce niveau, couplé à une trésorerie en diminution, place l'établissement dans une situation financière tendue :

- Vulnérabilité accrue face aux aléas, notamment en matière de trésorerie ou de charges imprévues.
- Capacité réduite à absorber des chocs financiers (conventions de site, mesures nationales non financées, urgences..., ce qui peut entraîner des décisions d'ajustement difficiles).
- Obligation de différer certains projets, faute de marges budgétaires (GIP-RCU, installation panneaux photovoltaïques).
- Recours possible à des financements externes pour couvrir les besoins courants, avec des coûts ou contraintes supplémentaires.

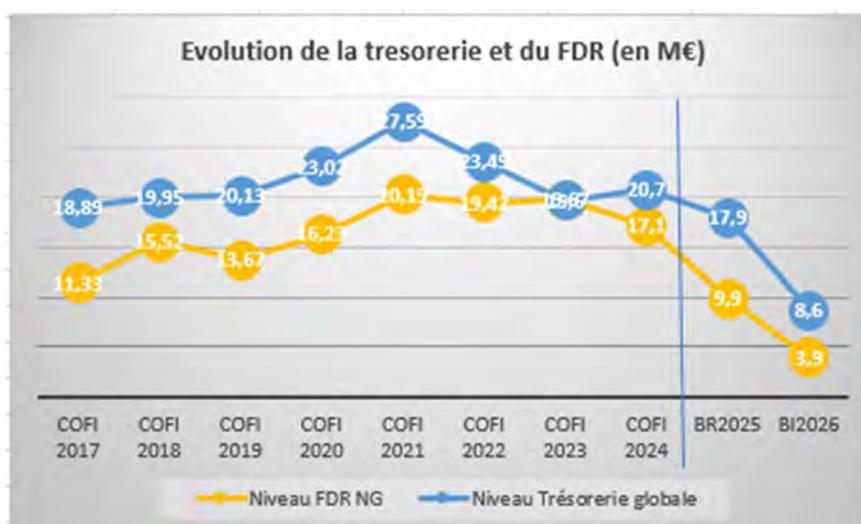
Focus sur l'évolution du niveau du fonds de roulement 2017-2026 :

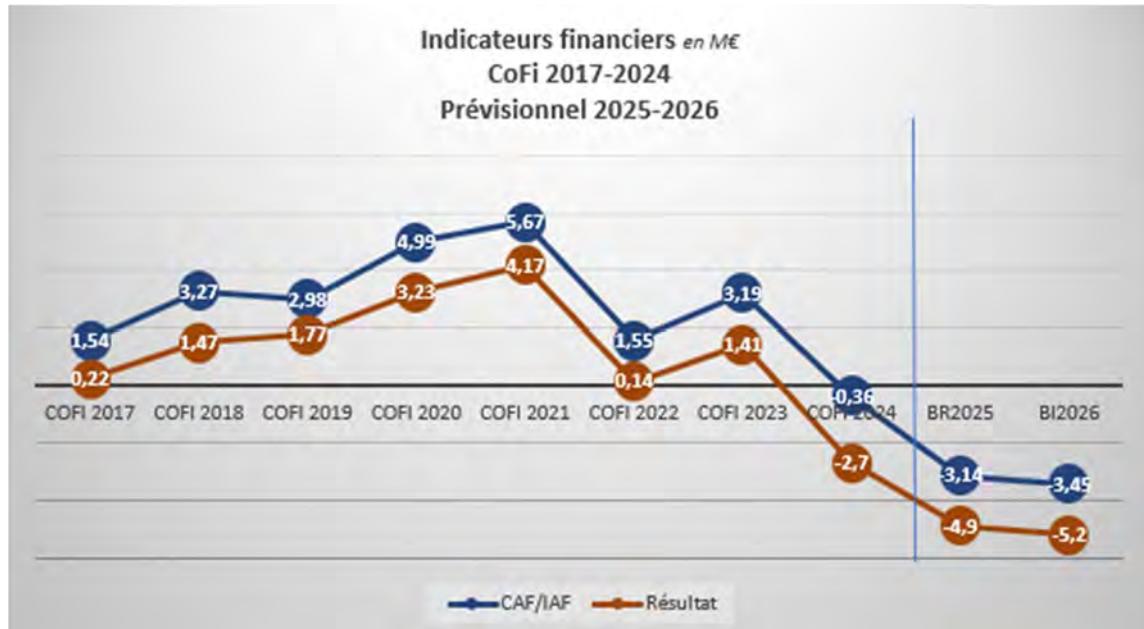
- 2017-2024 : données du compte financier
- 2025-2026 : données du budget prévisionnel

	K€	CoFI 2017	CoFI 2018	CoFI 2019	CoFI 2020	CoFI 2021	CoFI 2022	CoFI 2023	CoFI 2024	BR 2025	BI 2026
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT net glo		11 336	11 523	13 673	16 227	20 194	19 420	19 667	17 118	9 886	3 956
NB jours FDR		47	48	55	65	77	73	65	60	33	13

Il est très important de souligner, que cet indicateur n'intègre pas le fait qu'une grande partie du fonds de roulement de l'université est déjà gagée par toutes les opérations en cours. Le FDR réellement mobilisable sera calculé à l'issue du compte financier 2025.

Graphique synthèse des indicateurs :





Axes prioritaires mis en œuvre depuis 2025 et renforcés au BI 2026 :

- Renforcer la CAF pour redresser le FDR et sécuriser les investissements.
- Prioriser les dépenses stratégiques et limiter les prélèvements non essentiels sur le FDR.
- Explorer des solutions de financement complémentaire externe mais également revoir le niveau d'allocation des moyens à travers la SCSP pour l'établissement SHS pour éviter une dégradation supplémentaire du FDR en 2026.

2. Structure budgétaire par centres 2026

2.1. Architecture budgétaire 2026 pour information

Architecture budgétaire au 1er janvier 2024 voté au CA du 13 juillet 2023		
	2024	Libellé centre de responsabilité budgétaire (CRB)
Université Bordeaux Montaigne	SACD	CRB920_SIGDU <i>Service inter -établissements de gestion du domaine universitaire</i>
		CRB921_CFA <i>centre de formation des apprentis</i>
	hors SACD	CRB900_SUPPORT <i>Support</i>
		CRB901_UFR HUM <i>Humanités</i>
		CRB902_UFR L&C <i>langues et civilisations</i>
		CRB903_UFR STC <i>Sciences des territoires et de la communication</i>
		CRB904_IUT <i>Institut universitaire de technologie</i>
		CRB906_IJBA <i>institut de journalisme de bordeaux aquitaine</i>
		CRB912_SCD <i>Service commun documentation</i>
		CRB913_SOUTIEN <i>Soutien</i>
		CRB914_MS <i>Masse salariale</i>
		CRB915_DPIL <i>Direction du patrimoine immobilier et logistique</i>
		CRB916_DSIN <i>Direction du système d'information et du numérique</i>
		CRB918_RECHERCHE <i>Recherche</i>
		CRB 922_CLEFF <i>Cité de langues étrangères, du français et de la francophonie</i>

L'architecture budgétaire est identique à celle de 2025.

3. Budget établissement exercice 2026-Tableaux

3. 1. Autorisations budgétaires limitatives

3. 1. 1. Tableau 1- Autorisations d'emplois

Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnels (DPGECP) phase 1 exercice 2026

- Se référer au fichier excel qui est transmis au ministère via la plateforme le 05/12/2025.

Le plafond d'emplois global (ETAT & ETABLISSEMENT) est en diminution de 28,4 ETPT par rapport au budget rectificatif 2025, et se répartit de la manière suivante :

- 11,2 ETPT sur plafond ETAT soit total de 947,8 ETPT
 - 17,2 ETPT sur plafond ETABLISSEMENT, soit total de 222,3 ETPT

Le prévisionnel d'emplois ETPT consommés s'établit à 1 170,1 ETPT au budget initial 2026.

Cette baisse du nombre d'ETPT concerne la population BIATSS titulaires et contractuels, est la traduction RH des mesures financières engagées par l'établissement dans le but de maîtriser sa trajectoire financière pluriannuelle.

Le plafond des emplois fixé par l'Etat et notifié à l'établissement à travers la notification intermédiaire de juillet 2025 de SCSP a été fixé à **998 ETPT**.

Se référer au point § 1.6.2.5 supra pour le détail.

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT		Tableau 1			
Autorisation d'emplois					
BUDGET INITIAL 2026- version corrigée du 11/12/2025					
(A) Catégories d'emplois		(B) Emplois financés hors SCSP			
Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat			
Enseignants, enseignants- chercheurs, chercheurs		En ETPT			
Permanents	Titulaires	425,5	(1)		
	CDI	13,1			
Non permanents	CDD	176,5			
Total EC		615,0			
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS					
(A) BIATOSSE		(B) Global			
Permanents	Titulaires	425,5			
	CDI	16,5			
Non permanents	CDD	34,7			
Total BIATOSSE		38,2			
Totaux		653,2			
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat					
		998,0	(5)		
Plafond global des emplois voté par le CA					

Note sur les modalités de renouvellement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le résultat global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (casse annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond global des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en casse (5).

3. 1. 2. Tableau 2- Autorisations budgétaires

Cf§ 1.2.2 et 1.2.3 Supra pour explications des variations et détail du solde budgétaire

Budget Rectificatif N°		Budget Initial				Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025				Montants Budget initial 2026				Montants Budget initial 2025				Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025				Montants Budget initial 2026				Montants Budget initial 2025					
Date exécuteur																															
Etablissement		Université Bordeaux Montaigne																													
Niveau d'agrégation		Agrégé																													
Nature du budget (BP, BA)		Budget Principal (BP)																													
POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT																															
DEPENSES																		RECETTES													
		Montants Budget initial 2025				Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025				Montants Budget initial 2026				Montants Budget initial 2025				Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025				Montants Budget initial 2026									
		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP		AE		CP			
Personnel		94 145 902		94 145 902		92 358 908		92 358 908		93 476 711		93 476 711		104 232 266		103 581 653		104 935 512		Recettes globalisées											
dont contributions employeur au CAS Pension		25 441 320		25 441 320		26 294 202		26 294 202		26 661 754		26 661 754		88 069 022		90 565 831		90 770 659		Subvention pour charges de service public											
Fonctionnement		19 374 608		19 512 680		14 980 955		15 962 271		16 371 624		16 465 747		1 067 998		89 714		124 874		Autres financements de l'Etat											
Intervention														4 151 989		1 666 334		2 892 813		Autres financements publics						9 879 605		10 139 696		Recettes propres	
Investissement		21 292 379		8 192 256		4 359 070		4 912 352		21 353 577		4 658 177		10 846 935		7 218 555		4 223 628		Recettes fléchées*											
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)		134 712 889		121 850 837		111 698 934		113 233 530		131 201 911		114 600 635		115 079 201		110 800 208		109 159 140		TOTAL DES RECETTES (C)											
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		0		0		0		0		6 771 636		2 433 323		5 441 495		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)															

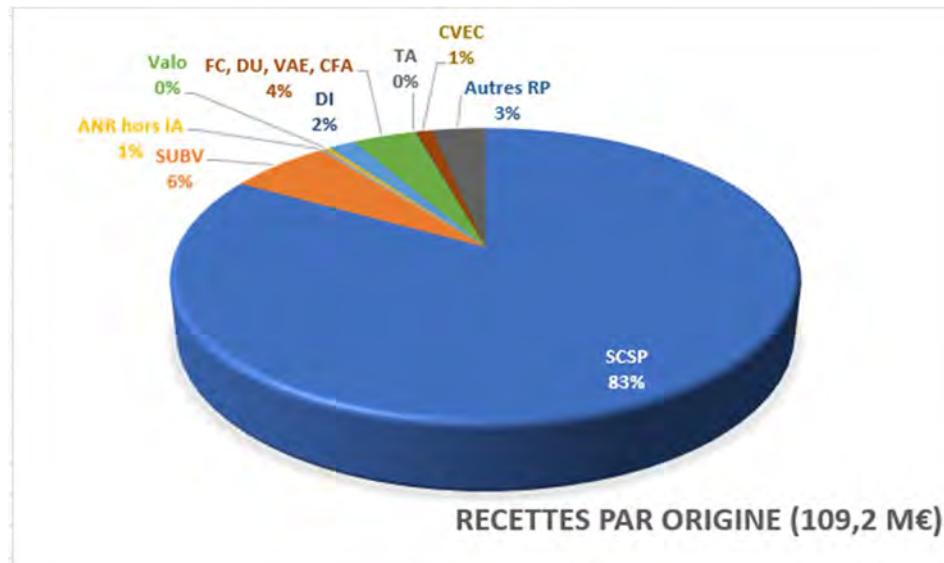
3. 1. 3.Tableau 3- Dépenses par destination - recettes par typologie

L'analyse de la répartition des dépenses par destination révèle une gestion équilibrée des moyens par l'université. Les activités cœur de métier couvrent en grande partie leurs charges directes, tandis que les fonctions de soutien assurent la prise en charge des charges communes de la structure.



Répartition des recettes par typologie et par origine :

Cf analyse point §1.7.1 supra



La subvention pour charges de service public (SCSP) constitue la principale source de financement de l'établissement, ce qui accentue sa fragilité financière. Cette dépendance limite fortement les marges de manœuvre, tant sur les dépenses de masse salariale que sur celles dédiées au fonctionnement.

3. 2. Equilibre financier-T4

Le tableau de l'équilibre financier constitue un outil clé pour évaluer la viabilité du budget présenté au conseil d'administration. Il intègre, en entrée, le solde budgétaire et agrège les opérations relevant de la comptabilité générale, qui ne figurent pas directement dans les opérations budgétaires. Parmi ces éléments, le traitement de la TVA joue un rôle notable puisque le solde négatif de 609,5K€ reflète une pression significative sur la trésorerie. Il conviendra de procéder à une optimisation des recettes taxables et poursuivre la gestion proactive du crédit de TVA pour obtenir des remboursements rapides.

Ce tableau permet également de déterminer la variation de trésorerie, estimée à une baisse prévisionnelle de 7,5M M€ à la clôture de l'exercice. Cf § 1.2.3.

3. 2. 1. Tableau 4- Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT			
BESOINS			
	Montants Budget Initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget Initial 2026
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	6 771 636	2 433 323	6 441 495
dont solde budgétaire budget principal	6 771 636	2 433 323	6 441 495
dont solde budgétaire budget annexe			
dont solde budgétaire budget du SAIC			
dont solde budgétaire BAJ			
dont solde budgétaire SIE			
dont ... (à personnaliser le cas échéant)			
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	5 000	4 827	5 000
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 987 505	1 626 881	1 623 911
Autres décaissements non budgétaires (e1)	0	65 504	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)-(D2)+(b1)+(c1)+(e1)	8 764 141	4 130 535	7 070 406
ABONDEMENT de la trésorerie (l)-(2)-(1)	0	0	0
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	5 794 174	3 590 337	
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0
TOTAL DES BESOINS (1) + (l)	8 764 141	4 130 535	7 070 406
Montants Budget Initial 2025 Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025 Montants Budget Initial 2026			
0 0 0 Solde budgétaire (excédent) (D1)*			
0 dont solde budgétaire budget principal			
0 dont solde budgétaire budget annexe			
0 dont solde budgétaire budget du SAIC			
0 dont solde budgétaire BAJ			
0 dont solde budgétaire SIE			
0 dont ... (à personnaliser le cas échéant)			
Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)			
0 Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**			
0 Autres encaissements non budgétaires (e2)			
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)-(D1)+(b2)+(c2)+(e2)			
2 759 488 5 556 638 PRELEVEMENT de la trésorerie (III)-(1)-(2)			
224 251 dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***			
5 332 386 dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)			
7 070 406 TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (l)			

3. 2. 2. Tableau 5- Opérations pour compte de tiers

L'écart négatif de 115 143 € entre encaissement et décaissement s'explique par :

- Les bourses de mobilité et ERASMUS + et UFA (92,5K€)
- Les bourses AMI (-84,4K€)
- La balance prévisionnelle entre TVA collectée et TVA déduite : -123,25 K€

3. 3. Analyse de la soutenabilité

Cf 1.8 supra

3. 3. 1. Tableau 6- Situation patrimoniale

La situation patrimoniale présentée dans le budget initial 2026 repose sur les principes de comptabilité en droits constatés, ce qui signifie que les recettes et les charges sont reconnues au moment du fait générateur, permettant ainsi de constater les créances et dettes en conformité avec l'exercice concerné. Cela inclut également les charges calculées, telles que les amortissements, les provisions, les dépréciations sur les stocks et la quote-part des subventions d'investissement.

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT		Compte de résultat prévisionnel		
CHARGES	Montants Budget initial 2026	PRODUITS	Montants Budget initial 2026	
Personnel	92 340 036	Subventions de l'Etat	90 976 984	
dont charges de pensions civiles*	26 661 754	Fiscalité affectée	1 059 712	
Fonctionnement autre que les charges de personnel	25 819 270	Autres subventions	4 531 045	
Intervention (le cas échéant)		Autres produits	16 344 921	
TOTAL DES CHARGES (1)	118 159 306	TOTAL DES PRODUITS (2)	112 912 662	
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	5 246 644	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	118 159 306	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	118 159 306	

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget initial 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-5 246 644
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	8 216 848
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 884 992
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0
- produits de cession d'éléments d'actifs	0
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	3 531 153
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	-3 445 941

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget initial 2026	RESSOURCES	Montants Budget initial 2026
Insuffisance d'autofinancement	3 445 941	Capacité d'autofinancement	0
Investissements	4 658 277	Financement de l'actif par l'État	200 000
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 804 779
Remboursement des dettes financières		Autres ressources	170 000
Autres régularisations		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 104 218	TOTAL DES RESSOURCES (6)	2 174 779
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	5 929 439

3. 3. 2. Tableau 7 – Plan de trésorerie

Cf § 1.8.1.1 supra

3. 3. 3. Tableau 8- Opérations liées aux recettes fléchées

En 2026, les opérations liées aux recettes fléchées concernent les contrats de recherche soumis à justification des dépenses auprès des financeurs, les investissements en cours, ainsi que les contrats d'enseignement. Ces recettes fléchées entraînent un prélèvement de trésorerie fléchée de 224 251

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT						
	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 071 551	847 300	-3 887 437	-4 316 601	
Recettes fléchées (b)	13 810 720	4 223 628	2 143 249	5 829 320	31 705 945	57 712 862
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'état fléchés	1 241 470	226 472	118 173	2 011 080	1 000 000	4 597 195
Autres financements publics fléchés	12 196 624	3 981 906	2 025 076	3 806 740	30 705 945	52 716 292
Recettes propres fléchées	372 626	15 250	0	11 500	0	399 376
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	12 739 169	4 447 879	6 877 986	6 258 484	27 762 150	58 085 668
Personnel						
AE=CP	2 446 265	1 080 443	511 440	328 195	78 889	4 445 232
Fonctionnement						
AE	3 162 601	1 329 389	489 613	157 863	246 427	5 385 894
CP	3 123 341	1 388 647	489 615	157 863	246 427	5 385 894
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	8 158 822	19 076 165	78 882	0	20 940 695	48 254 543
CP	7 169 562	1 998 789	5 876 931	5 772 425	27 436 835	48 254 543
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 071 551	224 251	4 734 737	-429 164	3 943 795	-372 866

3. 3. 4. Tableau 9- Opérations pluriannuelles (OPPA)

Le tableau des opérations pluriannuelles retrace le suivi des opérations d'investissement, principalement dans le domaine immobilier, ainsi que les projets liés à la recherche et à l'enseignement. Il modélise des projets financiers majeurs, déployés progressivement et ayant un fort impact de décalage en termes de recettes et de dépenses. Ce suivi offre une vision analytique des impacts sur le solde budgétaire, qu'ils soient positifs ou négatifs, et permet d'évaluer leur influence sur l'équilibre financier global de l'établissement à moyen et long terme.

Dépenses :

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouvertes au titre des années antérieures	CP consommées au titre des années antérieures	CP reportées ou repogrammées en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouvertes pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
Total contrats de recherche	9 366 483	6 067 527	5 403 889	0	2 242 052	2 242 052	6 848 086	5 364 711	0	2 281 227	2 281 227	1 539 540	2
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total contrats d'enseignement	4 877 854	3 553 634	2 477 039	0	1 421 143	1 421 143	3 405 491	2 421 230	0	1 476 952	1 476 952	979 672	0
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 758 631	9 222 089	8 463 657	0	18 139 880	18 139 880	8 912 584	6 531 150	0	1 088 753	1 088 753	23 155 074	18 983 634
Total	63 802 946	18 643 251	16 344 585	0	21 803 075	21 803 075	19 144 152	14 317 091	0	4 846 932	4 846 932	25 650 286	18 983 637
Pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :													
En total personnel	4 763 696	2 812 075	2 595 811	0	1 141 218	1 141 218	2 813 075	2 595 811	0	1 341 218	1 341 218	1 027 169	0
En total fonctionnement et intervention	6 359 674	4 478 884	3 335 286	0	1 492 194	1 492 194	4 770 430	3 296 036	0	1 534 452	1 534 452	1 529 294	2
En total investissement	32 679 576	11 351 287	10 413 969	0	19 166 665	19 166 665	11 574 657	8 423 794	0	2 171 265	2 171 265	23 094 924	18 983 634
Total	63 802 946	18 643 251	16 344 585	0	21 803 075	21 803 075	19 144 152	14 317 091	0	4 846 932	4 846 932	25 650 287	18 983 636

Recettes :

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Auto financement	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
			(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Total contrats de recherche	10 454 087	900 879	9 553 207	5 038 386	1 991 722	2 523 099
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0
Total contrats d'enseignement	7 602 713	3 991 636	3 611 077	1 882 223	743 836	985 018
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 873 274	4 744 654	45 128 620	7 233 215	1 583 635	36 311 770
Total	67 930 074	9 637 169	58 292 905	14 153 824	4 319 194	39 819 887

3. 3. 5. Tableau 10-Détail OPPA et programmation-prévisions AE/CP

Le tableau étant trop volumineux compte tenu du nombre d'opérations, la note renvoie au tableau détaillé communiqué aux membres du CA et aux autorités de tutelle.

Fin du document



POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT
BUDGET INITIAL 2026- version corrigée du 11/12/2025

Tableau 1

Autorisation d'emplois

			(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat	Emplois financés hors SCSP	Global
Enseignants, enseignants- chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	En ETPT	En ETPT	
		CDI	425,5 (1)		425,5
	Non permanents	CDD	13,1		16,5
S/total EC			176,5		211,2
			615,0		853,2
Elevés fonctionnaires stagiaires des ENS					-
BIATOS	Permanents	Titulaires	293,8 (2)		294
		CDI	38,3		90,8
	Non permanents	CDD	0,8		132,3
S/total BIATOS			332,8		516,8
Totaux			947,8 (3)		1 170,1
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			998,0 (5)		Plafond global des emplois voté par le CA

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)



TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

Budget Rectificatif N°	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Aggrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DÉPENSES							RECETTES			
	Montants Budget initial 2025		Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025		Montants Budget initial 2026		Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	94 145 902	94 145 902	92 358 908	92 358 908	93 476 711	93 476 711	104 232 266	103 581 653	104 935 512	Recettes globalisées
dont contributions employeur au CAS Pension	25 441 320	25 441 320	26 294 202	26 294 202	26 661 754	26 661 754	88 069 022	90 565 831	90 770 559	Subvention pour charges de service public
Fonctionnement	19 274 608	19 512 680	14 980 955	15 962 271	16 371 624	16 465 747	1 067 998	89 714	124 874	Autres financements d'investissement
Intervention							1 063 452	1 129 088	1 059 712	Fiscalité affectée
Investissement	21 292 379	8 192 256	4 359 070	4 912 352	21 353 577	4 658 177	4 151 989	1 666 334	2 892 813	Autres financements publics
							9 879 805	10 130 686	10 087 554	Recettes propres
							10 846 935	7 218 555	4 223 628	Recettes fléchées*
									0	Subvention pour charges d'investissement fléchée
							1 484 280	895 000	228 472	Autres financements de l'Etat fléchés
							9 315 655	6 234 123	3 981 906	Autres financements publics fléchés
							47 000	89 431	15 250	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	134 712 889	121 850 837	111 698 934	113 233 530	131 201 911	114 600 635	115 079 201	110 800 208	109 159 140	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	0	0	0	0	0	0	6 771 636	2 433 323	5 441 495	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine:

BIBR N°	Budget Initial
Date exécuteure	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'aggregation	Aggrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLÉGUÉANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme									
	Personnel		Investissement		Intervention (de ses activités)		Investissement		Total	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue (a) + (b) + (c)	40 529 995	40 529 995	3 145 234	2 945 815	0	0	507 890	107 890	42 794 029	42 794 029
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence (a)	30 819 020	30 819 020	1 792 865	1 792 865			70 800	70 800	32 762 465	32 762 465
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master (b)	9 240 875	8 090 875	943 391	1 050 185			27 000	27 000	8 993 164	8 993 164
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat (c)	105 000	101 000	517 200	517 200			0	0	1 030 200	1 030 200
D105 - Recherches et démonstrations	3 049 193	3 049 193	819 827	819 827			0	0	3 647 673	3 647 673
D106 - Recherche universitaire en sciences de la terre, écosystèmes et santé	0	0	0	0			0	0	0	0
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'éducation et de la communication, sciences et techniques fondamentales	0	0	0	0			0	0	0	0
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénierie	0	0	0	0			0	0	0	0
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	0	0	0	0			0	0	0	0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'environnement et de l'aménagement	105 000	850 000	11 800	11 800			0	0	861 800	861 800
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 310 828	29 338 828	3 013 808	3 079 828			542 028	542 028	32 465 257	32 736 280
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	0	0	0	0			0	0	0	0
D113 - Diffusion des savoirs et mesures	3 160 000	1 160 000	202 675	217 675			0	0	1 362 675	1 362 675
D114 - Immobilier	2 459 459	2 453 459	4 445 400	4 445 400			21 009 350	1 143 090	26 941 440	26 945 768
D115 - Pilotage et support	14 372 044	14 372 044	4 710 875	4 742 515			540 300	446 300	20 330 230	20 330 230
Etudiants	1 969 398	1 969 398	798 412	798 412	0	0	23 100	23 100	2 779 288	2 779 288
D201 - Aides directes aux étudiants	17 135	17 135	60 850	60 850			0	0	100 985	100 985
D202 - Aides indirectes	267 500	187 500	110 000	110 000			50 500	50 500	296 000	296 000
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 760 723	1 760 723	501 565	501 565			1 200	1 200	2 277 277	2 277 277
Total	92 476 711	92 476 711	18 375 824	18 400 767	0	0	23 150 577	4 618 177	131 201 611	114 490 630
(A)	(B)									
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)										0
(C) = (A) - (B)										

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Budget	Recettes de l'organisme									
	Recettes publiques			Recettes privées			Recettes Nettoyer			
	Subventions pour charges de service public	Subventions pour charges d'investissement	Autres Recouvrements de l'Etat	Réalité effectuée	Autres Recouvrements publics	Recettes propres	Subventions pour charges d'investissement Nettoyer	Autres Recouvrements de l'Etat Nettoyer	Autres Recouvrements publics Nettoyer	Recettes propres Nettoyer
Subvention pour l'exercice de service public	161 770 555	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Crédit d'impôt			0	0	0	1 831 043	0	0	0	1 831 043
Formation continue, diplômes propres et VAE	0	0	0	0	4 307 080	0	0	0	0	4 307 080
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	50 000	0	0	0	0	50 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR	0	0	0	0	275 400	0	0	0	0	275 400
ANR investissements d'avenir	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANR hors investissements d'avenir	134 874	0	0	54 968	0	0	123 000	0	0	481 136
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	0	0	0	141 700	0	0	30 182	1 413 186	0	1 687 076
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	0	0	0	716 114	0	0	0	189 130	0	876 284
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	20 000	0	0	1 058 112	0	0	196 180	2 083 732	0	4 128 524
Fondation - fonds propres, réserves, dons et legs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	0	1 299 713	1 299 713	3 425 463	0	0	23 150	4 702 652	0
Total	86 720 516	0	124 874	1 589 712	2 892 813	10 087 584	0	228 422	1 981 069	12 296 140
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)										0
(D) = (C) - (E)										

La liste des destinataires est susceptible d'être modifiée par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.



TABLEAU 4
Equilibre financier

Budget	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				FINANCIEMENTS			
	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026		Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	6 771 636	2 433 323	5 441 495	0	0	0	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
dont solde budgétaire budget principal	6 771 636	2 433 323	5 441 495	0	0	0	dont solde budgétaire budget principal
dont solde budgétaire budget annexe							dont solde budgétaire budget annexe
dont solde budgétaire budget du SAIC							dont solde budgétaire budget du SAIC
dont solde budgétaire BAI							dont solde budgétaire BAI
dont solde budgétaire SIE							dont solde budgétaire SIE
dont ... (à personnaliser le cas échéant)							dont ... (à personnaliser le cas échéant)
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	5 000	4 827	5 000	5 000	4 135	5 000	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 987 505	1 626 881	1 623 911	1 228 354	1 300 798	1 508 768	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	0	65 504	0	0	66 114	0	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)-(D2)+(b1)+(c1)+(e1)	8 764 141	4 130 535	7 070 406	1 233 354	1 371 047	1 513 768	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)-(D1)+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (l)= (2)-(1)	0	0	0	7 530 787	2 759 488	5 556 638	PRELEVEMENT de la trésorerie (ll)=(1)-(2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	5 794 174	3 590 331				224 251	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	0	0	0	13 324 961	6 349 819	5 332 386	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1)+(l)	8 764 141	4 130 535	7 070 406	8 764 141	4 130 535	7 070 406	TOTAL DES FINANCEMENTS (2)+(ll)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"



TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers

Budget (BI/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	N° compte	Libellé du regroupement d'opérations	Débit (c1)	Crédit (c2)
TVA	445	OPCT pour tous les flux de trésorerie de TVA	650 616	527 366
1	46751331	OPCT pour les bourses AMI	240 000	155 600
9	46751332	OPCT pour les bourses ERASMUS 2023	79 230	25 062
11	46751333	OPCT pour les bourses ERASMUS 2024	50 945	116 440
2	46751335	OPCT pour les bourses UFA HAMBOURG	25 000	25 000
10	46322	OPCT pour les flux de trésorerie de la RAFP	7 500	7 500
12	46751337	OPCT pour les bourses ERASMUS 2025	315 000	0
14	467651	Autres OPCT - Projet AMEL	21 000	21 000
14	467652	Autres OPCT - Projet MINDED	102 000	102 000
15	467	OPCT pour les bourses ERASMUS 2026	132 620	528 800
TOTAL			1 623 911	1 508 768



TABLEAU 6
Situation patrimoniale

Budget	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	PRODUITS	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Personne:	93 001 099	91 214 105	92 340 036	Subventions de l'Etat	89 481 363	90 668 167	90 976 984
dont charges de pensions civiles*	25 441 320	26 661 754	26 661 754	Fiscalité affectée	1 063 452	1 129 088	1 059 712
Fonctionnement autre que les charges de personnel	27 368 472	25 556 922	25 819 270	Autres subventions	5 389 569	3 459 486	4 531 045
Intervention (le cas échéant)				Autres produits	14 691 406	16 571 537	16 344 921
TOTAL DES CHARGES (1)	120 370 571	116 773 027	118 159 306	TOTAL DES PRODUITS (2)	110 625 792	111 828 278	112 912 662
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0	0	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	9 744 779	4 944 749	5 246 644
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	120 370 571	116 773 027	118 159 306	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	120 370 571	116 773 027	118 159 306

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-9 744 779	-4 944 749	-5 246 644
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 711 990	8 216 848	8 216 848
+ reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 684 212	2 884 992	2 884 992
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		235 000	0
- produits de cession d'éléments d'actifs		235 000	0
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	2 250 391	3 531 153	3 531 153
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	-7 967 392	-3 144 046	-3 445 941

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026	RESSOURCES	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
insuffisance d'autofinancement	7 967 392	3 144 046	3 445 941	Capacité d'autofinancement	0	0	0
Investissements	8 192 256	4 912 352	4 658 277	Financement de l'actif par l'état	106 947	192 150	200 000
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'état	3 400 001	617 317	1 804 779
Autres régularisations				Autres ressources	185 000	15 000	170 000
TOTAL DES EMPLOIS (5)	16 159 648	8 056 398	8 104 218	TOTAL DES RESSOURCES (6)	3 671 948	824 467	2 174 779
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	0	0	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	12 487 700	7 231 931	5 929 439

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Budget initial 2025	Montants Budget Rectificatif n°1 - 2025	Montants Budget initial 2026
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)			
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)			
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (i) ou PRELEVEMENT (ii)*			
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT			
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT			
Niveau final de la TRESORERIE			



Budget (Bi/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutive	19/12/2025
Établissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'aggrégation	Aggrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

2026	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL	Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (solde de mois)	17 826 144	21 868 600	22 602 936	14 271 820	29 691 704	21 118 102	16 081 036	87 276 401	50 544 402	23 866 256	28 810 600	19 846 254	281 744 478	
ENCAISSEMENTS														
Réceptions budgétaires globales	22 479 354	80 449	888 890	23 442 056	1 636 383	1 233 696	32 224 343	749 736	2 019 297	14 081 466	2 484 180	3 519 280	104 932 612	
Subvention pour charges de service public	22 161 620	0	0	22 295 408	996 470	0	31 310 844	211 942	0	13 238 162	0	831 914	90 770 669	
Subvention pour charges d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres financements de l'Etat	0	0	10 217	13 288	0	2 784	44 293	0	23 036	3 185	23 988	4 220	124 874	
Fiscalité affectée	312 184	0	0	313 916	0	2 185 541	0	0	217 809	-2 014	1 877	0	1 089 712	
Autres financements publics	0	0	185 586	210 703	281 892	243 221	112 393	249 939	262 694	287 991	415 701	658 162	2 893 912	
Recettes propres	1 700	80 449	722 786	889 771	189 923	771 652	886 752	283 857	110 846	998 182	2 042 857	2 273 954	10 087 564	
Recettes budgétaires fictives	0	0	35 294	57 800	39 388	1 449 496	164 421	34 640	265 154	144 298	1 142 466	807 111	4 223 628	
Subvention pour charges d'investissement fictives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres financements de l'Etat fictives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88 564	103 287	228 472
Autres financements publics fictives	0	0	30 351	57 610	29 388	1 448 473	164 421	0	286 124	130 791	1 033 800	802 059	3 961 306	
Recettes propres fictives	0	0	66	0	0	24	0	0	0	0	13 305	0	1 636	14 285
Opérations non budgétaires	2 285	215	79 301	269 354	12 933	202 145	21 559	62 299	310 263	333 164	88 564	107 791	1 511 768	
Emprunts et encassements en capitaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Prêts et encassements en capitaux	198	212	223	806	126	170	673	140	202	956	972	382	8 000	
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Opérations au nom et pour le compte de tiers	1 967	1	79 779	269 546	12 813	251 674	22 886	63 169	310 061	332 269	87 691	107 410	1 808 768	
TVA encaissée	0	1	8 229	257 346	7 696	43 080	22 636	9 151	24 316	27 843	64 306	73 099	627 366	
Dépôts d'intervention pour compte de tiers : encassements	1 939	0	72 849	11 032	6 157	158 135	247	72 886	283 651	300 479	31 182	33 829	973 902	
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	29	0	0	0	161	1	783	4	1 120	186	4 247	601	482	7 600
Autres encassements d'opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
A. TOTAL	22 481 539	48 642	397 877	22 770 011	1 681 711	2 884 237	32 512 923	967 476	2 584 374	14 073 325	3 715 619	-4 833 183	110 672 904	
DÉCAISSEMENTS														
Dépenses liées à des recettes globales	8 249 610	9 227 242	9 889 796	9 425 039	9 362 003	9 700 481	9 768 752	7 803 449	9 323 001	9 187 194	10 930 034	11 042 946	110 152 758	
Personnel	7 774 620	7 757 152	7 691 542	7 631 488	7 476 331	7 719 942	8 310 339	7 631 679	7 206 983	7 257 305	8 197 710	7 649 418	92 394 246	
Fonctionnement	445 718	1 339 823	1 230 322	1 023 387	1 029 902	302 140	1 326 626	126 848	883 476	1 403 447	2 238 710	2 048 832	11 097 105	
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Investissement	26 392	115 037	57 925	71 196	36 149	178 399	128 736	48 125	232 241	856 364	801 114	754 700	2 669 387	
Dépenses liées à des recettes fictives	131 411	202 621	230 303	187 194	193 481	163 714	446 296	241 096	291 901	487 342	825 276	947 141	4 447 876	
Personnel	81 219	89 204	94 395	89 121	86 132	79 412	79 986	76 226	72 673	79 737	116 682	132 489	1 080 442	
Fonctionnement	46 182	79 776	64 221	63 436	91 546	74 578	148 968	32 244	100 963	100 305	204 291	224 804	1 368 647	
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Investissement	0	34 642	49 692	24 486	16 742	28 736	216 138	134 626	118 126	277 196	402 103	492 178	1 998 789	
Opérations non budgétaires	39 913	115 659	127 997	126 267	30 944	64 627	80 916	54 162	147 832	201 291	419 943	168 826	1 623 915	
Emprunts et remboursements en capitaux	0	0	0	417	833	311	417	0	1 114	1 189	311	0	8 000	
Prêts et encassements en capitaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Dépôts et cautionnements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Opérations au nom et pour le compte de tiers	39 913	115 659	127 997	126 267	30 944	64 627	80 916	54 162	147 832	201 291	419 943	168 826	1 623 915	
TVA décaissée	13 399	43 991	38 304	34 631	43 114	26 706	52 219	29 479	63 131	70 987	111 591	125 419	452 416	
Dépôts d'intervention pour compte de tiers : décaissements	26 917	71 908	92 693	91 712	41 682	28 120	33 626	24 654	54 691	130 723	300 962	28 405	965 795	
Autres opérations au nom et pour le compte de tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 600	0	7 600	
Autres décaissements d'opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
B. TOTAL	9 420 938	9 641 442	8 228 096	8 949 927	3 667 283	8 828 334	10 288 127	8 096 707	8 763 837	8 927 863	12 341 043	12 148 811	116 228 846	
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	14 086 666	-4 684 791	-4 236 418	14 028 684	-7 876 472	-4 864 987	22 314 086	-7 291 656	-4 178 165	4 745 466	-8 826 466	-2 816 727	-6 668 886	
SOLDE CUMULÉ (1) + (2)	31 868 660	22 602 936	14 271 820	29 691 704	21 118 102	16 081 036	37 276 451	58 544 402	23 866 256	23 816 600	19 846 254	12 588 637		
dont niveau de la trésorerie décaissée	-121 411	-202 821	-200 217	-173 304	-179 094	1 294 752	-121 009	-204 488	-26 777	-510 544	217 120	-162 030	-224 231	
dont niveau de la trésorerie non décaissée	14 132 053	-18 252 236	-6 030 251	-14 039 037	-7 521 472	-1 312 519	22 498 104	-17 024 874	-5 142 357	3 069 039	-5 542 034	-1 876 527	-5 322 296	
													-6 668 886	



TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

Budget (BI/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Aggrége
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3 et suivantes	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		1 071 551	847 300	-3 887 437	-4 316 601	
Recettes fléchées (b)	13 810 720	4 223 628	2 143 249	5 829 320	31 705 945	57 712 862
Subvention pour charges d'investissement (SCI) fléchée						0
Autres financements de l'Etat fléchés	1 241 470	226 472	118 173	2 011 080	1 000 000	4 597 195
Autres financements publics fléchés	12 196 624	3 981 906	2 025 076	3 806 740	30 705 945	52 716 292
Recettes propres fléchées	372 626	15 250	0	11 500	0	399 376
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	12 739 169	4 447 879	6 877 986	6 258 484	27 762 150	58 085 668
Personnel						
AE=CP	2 446 265	1 080 443	511 440	328 196	78 889	4 445 232
Fonctionnement						
AE	3 162 601	1 329 389	489 613	157 863	246 427	5 385 894
CP	3 123 341	1 368 647	489 615	157 863	246 427	5 385 894
Intervention						
AE						0
CP						0
Investissement						
AE	8 158 822	19 076 165	78 862	0	20 940 695	48 254 543
CP	7 169 562	1 998 789	5 876 931	5 772 425	27 436 835	48 254 543
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 071 551	-224 251	-4 734 737	-429 164	3 943 795	-372 806

Solde budgétaire N repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)						0
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)						0
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	1 071 551	847 300	-3 887 437	-4 316 601	-372 806	-372 806



Tableau 9 - EPSCP

Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Budget (B/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				Restes		
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportées ou reprogrammées en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7)-(8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(5)-(6)
OPE-2020-0006	83 777	100 525	57 576	0	15 767	15 767	101 912	57 576	0	15 767	15 767	10 434	0
OPE-2021-0016	52 618	37 455	31 835	0	0	0	37 626	31 835	0	0	0	794	0
OPE-2021-0017	23 580	23 580	0	0	0	0	50 526	23 580	0	0	0	0	0
OPE-2021-0035	29 200	16 097	13 600	0	15 600	15 600	18 087	13 600	0	15 600	15 600	0	0
OPE-2021-0001	45 800	31 542	22 217	0	23 583	23 583	31 942	22 217	0	23 583	23 583	0	0
OPE-2021-0002	35 000	13 040	9 481	0	23 000	23 000	13 040	9 481	0	23 000	23 000	2 539	0
OPE-2021-0008	19 464	20 124	19 941	0	17 117	17 117	21 124	17 117	0	17 117	17 117	0	0
OPE-2019-0008	3 700	3 700	0	0	19 766	19 766	3 700	3 700	0	15 766	15 766	0	0
OPE-2019-0011	106 000	107 196	106 000	0	0	0	107 196	106 000	0	0	0	0	0
OPE-2019-0049	300 000	290 000	290 000	0	10 000	10 000	290 000	0	10 000	10 000	0	0	0
OPE-2020-0017	218 770	224 705	126 781	0	31 989	31 989	226 935	177 329	0	41 441	41 441	0	0
OPE-2020-0013	49 000	49 001	49 000	0	0	0	49 001	49 000	0	0	0	0	0
OPE-2020-0020	88 423	86 297	50 340	0	13 988	13 988	102 653	56 447	0	15 481	15 481	16 094	0
OPE-2021-0035	127 339	191 197	139 339	0	0	0	0	237 827	127 339	0	0	0	0
OPE-2021-0001	59 599	62 009	59 598	0	31 855	31 855	65 956	65 956	0	31 855	31 855	0	0
OPE-2021-0001	215 422	226 274	215 422	0	0	0	237 876	215 422	0	0	0	0	0
OPE-2021-0026	150 511	144 732	150 511	0	0	0	165 305	150 511	0	0	0	0	0
OPE-2021-0028	79 000	95 307	62 958	0	0	0	101 213	62 946	0	0	0	7 054	0
OPE-2021-0029	117 500	137 559	94 705	0	22 795	22 795	145 957	72 818	0	44 882	44 882	0	0
OPE-2021-0030	47 314	61 102	47 314	0	0	0	62 420	47 314	0	0	0	0	0
OPE-2021-0033	138 101	138 551	114 101	0	24 000	24 000	137 037	133 645	0	24 456	24 456	0	0
OPE-2021-0034	75 400	37 926	34 236	0	41 164	41 164	39 438	34 236	0	41 164	41 164	0	0
OPE-2021-0002	37 426	38 118	35 864	0	1 562	1 562	3 164	3 164	0	1 562	1 562	0	0
OPE-2021-0002	170 000	161 100	143 317	0	0	0	237 169	143 317	0	0	0	28 183	0
OPE-2021-0003	347 045	357 909	347 045	0	0	0	413 377	347 045	0	0	0	0	0
OPE-2021-0018	102 535	64 706	65 996	0	36 577	36 577	55 098	65 996	0	36 577	36 577	-33	0
OPE-2021-0020	96 245	76 213	66 854	0	29 611	29 611	21 176	61 035	0	35 210	35 210	0	0
OPE-2021-0021	218 493	156 022	140 005	0	77 690	77 690	156 022	100 005	0	77 690	77 690	0	0
OPE-2021-0024	198 374	210 000	198 374	0	0	0	210 000	198 374	0	0	0	0	0
OPE-2021-0002	69 000	50 311	42 606	0	26 194	26 194	81 311	42 606	0	26 194	26 194	0	0
OPE-2021-0020	72 270	44 590	35 538	0	45 232	45 232	44 439	35 538	0	45 232	45 232	0	0
OPE-2021-0009	20 000	21 178	22 349	0	45 131	45 131	71 179	40 389	0	45 131	45 131	0	0
OPE-2021-0019	162 210	163 953	162 210	0	0	0	183 953	162 210	0	0	0	0	0
OPE-2021-0011	106 542	55 982	51 628	0	55 014	55 014	55 982	51 628	0	55 014	55 014	0	0
OPE-2021-0014	360 323	336 321	305 737	0	74 245	74 245	341 336	305 737	0	74 245	74 245	250	0
OPE-2021-0016	1 750 000	1 415 848	1 386 159	0	381 841	381 841	1 991 577	1 386 159	0	381 841	381 841	0	0
OPE-2021-0017	160 829	105 335	100 061	0	41 220	41 220	105 335	100 060	0	41 220	41 220	19 647	2
OPE-2021-0006	333 520	124 105	107 505	0	153 923	153 923	124 105	107 505	0	153 923	153 923	72 091	0
OPE-2021-0013	126 000	79 085	72 273	0	50 227	50 227	75 085	72 273	0	50 227	50 227	3 500	0
OPE-2021-0015	219 264	72 908	72 492	0	50 158	50 158	66 154	62 797	0	50 158	50 158	66 616	0
OPE-2021-0016	140 000	10 000	0	0	109 240	109 240	10 000	10 000	0	109 240	109 240	20 720	0
OPE-2021-0017	100 000	80 687	77 443	0	22 557	22 557	10 687	77 443	0	22 557	22 557	0	0
OPE-2021-0018	158 995	23 204	22 947	0	83 904	83 904	23 205	22 947	0	83 903	83 903	70 144	1
OPE-2021-0007	90 000	11 000	0	0	52 000	52 000	11 000	11 000	0	32 000	32 000	47 000	0
OPE-2021-0008	169 064	17 950	0	0	51 238	51 238	17 950	0	0	51 238	51 238	99 846	0
OPE-2021-0010	334 766	28 131	0	0	168 708	168 708	28 131	0	0	168 708	168 708	137 927	0
OPE-2021-0012	134 000	80 039	59 352	0	103 020	103 020	10 032	103 020	0	103 020	103 020	103 020	0
OPE-2021-0013	134 000	80 033	10 032	0	23 064	23 064	10 032	23 064	0	23 064	23 064	100 904	0
OPE-2021-0015	741 900	1 000	1 000	0	148 350	148 350	1 000	0	0	148 350	148 350	592 520	0
OPE-2021-0019	105 000	0	0	0	52 500	52 500	0	0	0	52 500	52 500	52 500	0
OPE-2021-0020	118 000	9 240	9 240	0	40 785	40 785	9 240	9 240	0	40 785	40 785	67 975	0
Total contrats de recherche	9 166 481	6 067 527	5 403 389	0	2 242 052	2 242 052	6 846 086	5 364 711	0	2 281 227	2 281 227	1 520 540	2

Date exécutoire	19/12/2025											
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne											
Niveau d'agrégation	Agrégé											
Total contrats de formation continue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OPE-2021-0004	30 763	3 018	779	0	30 004	30 004	3 018	779	0	30 004	30 004	0
OPE-2022-0023	689 000	150 445	134 045	0	552 770	552 770	105 815	80 218	0	606 597	606 597	2 185
OPE-2024-0004	52 950	52 230	51 301	0	1 679	1 679	52 230	51 301	0	1 679	1 679	0
OPE-2024-0005	52 960	30 765	29 925	0	23 055	23 055	30 765	29 925	0	23 055	23 055	0
OPE-2024-0019	27 000	7 031	6 996	0	7 635	7 635	7 031	6 996	0	7 635	7 635	12 469
OPE-2025-0003	51 522	45 149	45 149	0	6 373	6 373	45 149	45 149	0	6 373	6 373	0
OPE-2025-0014	153 176	10 000	10 000	0	47 000	47 000	10 000	10 000	0	47 000	47 000	96 176
OPE-2019-0038	181 172	189 504	174 826	0	6 272	6 272	212 217	174 826	0	6 272	6 272	75
OPE-2019-0039	73 320	124 509	73 320	0	0	0	132 610	73 320	0	0	0	0
OPE-2019-0040	97 910	320 682	97 910	0	0	0	330 250	97 910	0	0	0	0
OPE-2019-0041	57 023	91 475	57 023	0	0	0	105 235	57 023	0	0	0	0
OPE-2020-0014	1 604 293	996 297	691 685	0	210 500	210 500	1 010 108	691 685	0	210 500	210 500	702 107
OPE-2021-0005	55 950	46 584	22 183	0	35 787	33 767	48 584	22 183	0	33 767	33 767	0
OPE-2021-0015	48 104	114 598	48 104	0	0	0	120 519	48 104	0	0	0	0
OPE-2021-0032	119 422	150 693	113 912	0	0	0	164 034	113 912	0	0	0	5 510
OPE-2022-0011	173 676	151 002	124 176	0	49 456	49 456	152 200	124 176	0	49 456	49 456	42
OPE-2022-0017	365 507	389 519	365 507	0	0	0	400 024	365 507	0	0	0	0
OPE-2022-0022	192 879	198 615	192 879	0	0	0	201 361	198 615	0	1 900	1 900	0
OPE-2023-0005	106 320	21 777	106 320	0	44 110	44 110	11 110	10 310	0	44 110	44 110	0
OPE-2023-0006	70 387	64 587	0	0	44 896	44 896	70 387	63 537	0	44 896	44 896	37
OPE-2023-0013	75 210	77 517	75 210	0	0	0	78 041	75 210	0	0	0	0
OPE-2023-0028	60 660	25 071	15 791	0	45 069	45 069	25 071	15 791	0	45 069	45 069	0
OPE-2024-0009	85 790	20 900	20 900	0	64 090	64 090	20 900	20 900	0	64 090	64 090	0
OPE-2024-0020	46 550	21 730	15 656	0	30 922	30 922	21 730	15 576	0	31 004	31 004	0
OPE-2024-0021	60 000	10 317	2 209	0	29 629	29 629	10 317	2 209	0	29 629	29 629	20 162
OPE-2025-0001	86 330	26 400	28 400	0	34 600	34 600	26 400	28 400	0	34 600	34 600	25 330
OPE-2025-0006	99 441	1 521	0	0	56 027	56 027	1 521	0	0	56 027	56 027	41 095
OPE-2025-0015	91 350	0	0	0	47 690	47 690	0	0	0	47 690	47 690	0
OPE-2025-0016	76 498	0	0	0	54 000	54 000	0	0	0	54 000	54 000	22 596
Total contrats d'enseignement	4 877 854	3 353 634	2 477 039	0	1 421 143	1 421 143	3 405 491	2 421 230	0	1 476 952	1 476 952	979 672
CONV-2018-0041	244 510	287 550	244 510	0	0	0	374 889	239 819	0	4 700	4 700	0
OPE-2017-0039	150 000	39 511	24 786	0	0	0	39 511	24 786	0	0	0	325 212
OPE-2013-0056	986 400	909 457	948 263	0	0	0	120 500	103 661	0	0	0	10 137
OPE-2018-0060	80 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
OPE-2019-0062	700 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	700 000
OPE-2020-0033	700 000	5 000	0	0	90 000	90 000	0	0	0	50 000	50 000	40 000
OPE-2021-0011	102 365	41 357	41 347	0	0	0	54 230	8 949	0	0	0	61 015
OPE-2024-0001	284 537	285 000	284 537	0	100	100	255 000	252 242	0	32 595	32 595	0
OPE-2024-0003	710 264	743 236	709 664	0	400	400	685 697	625 084	0	85 180	85 180	0
OPE-2024-0022	285 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	265 000
OPE-2017-0015	3 835 264	4 262 319	3 776 445	0	100	100	5 481 260	3 763 710	0	13 038	13 038	58 535
OPE-2018-0004	470 300	94 060	0	0	0	0	94 060	0	0	0	0	470 300
OPE-2021-0012	234 101	164 300	157 625	0	0	0	249 342	157 625	0	0	0	76 477
OPE-2022-0019	5 500 000	457 554	444 255	0	5 055 745	5 055 745	226 747	175 645	0	250 000	250 000	5 074 355
OPE-2023-0007	153 966	153 946	153 946	0	20	20	266 729	150 726	0	3 240	3 240	0
OPE-2023-0015	14 000 000	1 022 000	1 006 405	0	12 993 515	12 993 515	386 000	357 721	0	650 000	650 000	12 992 279
OPE-2023-0025	-41 137	41 137	41 137	0	0	0	41 137	41 137	0	0	0	0
OPE-2023-0026	630 043	635 663	630 043	0	0	0	635 663	630 043	0	0	0	0
OPE-2023-0027	16 301 177	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16 301 177	0
OPE-2025-0018	4 169 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 169 218	0
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 758 611	9 222 089	8 463 657	0	18 139 880	18 139 880	8 912 584	6 531 150	0	1 088 753	1 088 753	23 155 074
Total	63 802 946	18 643 251	16 344 585	0	21 803 075	21 803 075	19 164 162	14 317 091	0	4 846 932	4 846 932	25 655 286
Pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :												18 983 634
Si total personnel	4 763 696	2 813 075	2 595 511	0	1 141 216	1 141 216	2 813 075	2 595 511	0	1 141 216	1 141 216	1 027 169
Si total fonctionnement et intervention	6 359 870	4 476 594	3 335 206	0	1 495 194	1 495 194	4 776 430	3 296 026	0	1 534 452	1 534 452	1 529 194
Si total investissement	52 679 570	11 351 283	10 413 988	0	19 166 665	19 166 665	11 574 657	8 425 754	0	2 171 265	2 171 265	23 098 924
Total	63 892 946	18 643 251	16 344 585	0	21 803 074	21 803 074	19 164 162	14 317 091	0	4 846 932	4 846 932	25 655 287
												18 983 634



Budget (Bl/BR n°...)	Budget Initial
Date exécutoire	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Auto-financement	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser	(15)=(1)-(14)
			(1)	(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
OPE-2020-0006	102 174	26 007	76 167	76 167	0	0	0
OPE-2021-0016	32 628	4 200	28 429	16 029	12 400	0	0
OPE-2021-0017	25 000	3 000	22 000	12 000	10 000	0	0
OPE-2021-0035	32 704	0	32 704	26 164	6 540	0	0
OPE-2023-0001	45 800	4 500	41 300	20 900	0	20 400	0
OPE-2023-0012	35 000	7 000	28 000	14 000	0	14 000	0
OPE-2024-0002	39 132	0	39 132	31 306	7 826	0	0
OPE-2025-0003	19 466	0	19 466	19 466	0	0	0
OPE-2019-0011	106 000	1 242	104 758	49 000	55 758	0	0
OPE-2019-0049	300 000	0	300 000	285 000	15 000	0	0
OPE-2020-0017	218 770	272	218 498	141 623	76 876	0	0
OPE-2020-0018	98 000	49 000	49 000	24 500	24 500	0	0
OPE-2020-0020	88 422	16 094	72 328	41 028	31 300	0	0
OPE-2020-0023	150 000	25 565	124 435	82 500	41 935	0	0
OPE-2020-0033	101 778	0	101 778	91 628	10 150	0	0
OPE-2021-0001	223 330	21	223 310	210 779	21 531	0	0
OPE-2021-0016	203 171	53 000	150 171	83 671	66 500	0	0
OPE-2021-0028	70 000	6 000	64 000	36 000	28 000	0	0
OPE-2021-0029	117 500	13 500	104 000	57 000	47 000	0	0
OPE-2021-0030	59 757	12 196	47 561	23 869	23 692	0	0
OPE-2021-0033	220 000	56 500	163 500	90 500	73 000	0	0
OPE-2021-0034	81 400	8 280	73 120	40 560	0	32 560	0
OPE-2022-0000	39 510	0	39 510	39 510	0	0	0
OPE-2022-0002	192 080	0	192 080	153 664	38 416	0	0
OPE-2022-0003	347 045	0	347 045	205 557	141 488	0	0
OPE-2022-0018	155 035	58 007	97 028	50 764	0	46 264	0
OPE-2022-0020	96 245	10 745	85 500	47 000	38 500	0	0
OPE-2022-0021	246 897	0	246 897	197 518	49 379	0	0
OPE-2022-0024	206 944	0	206 944	118 524	88 420	0	0
OPE-2023-0000	75 000	25 000	50 000	25 000	25 000	0	0
OPE-2023-0003	78 270	3 200	75 070	43 762	0	31 308	0
OPE-2023-0009	105 632	0	105 632	84 506	21 126	0	0
OPE-2023-0010	185 751	1 643	184 108	148 600	13 609	21 899	0
OPE-2023-0011	121 266	0	121 266	97 013	0	24 253	0
OPE-2023-0014	438 732	62 500	376 232	188 116	112 870	75 246	0
OPE-2023-0016	1 750 000	0	1 750 000	1 437 467	10 000	302 533	0
OPE-2023-0017	187 654	0	182 654	109 590	36 534	36 530	0
OPE-2024-0006	425 800	0	425 800	144 052	41 158	240 590	0
OPE-2024-0008	128 500	0	128 500	50 600	50 600	25 300	0
OPE-2024-0013	119 543	0	119 543	95 634	23 909	0	0
OPE-2024-0015	248 867	0	248 867	99 546	49 773	99 548	0
OPE-2024-0016	140 000	50 000	90 000	0	54 000	36 000	0
OPE-2024-0017	100 000	0	100 000	50 000	50 000	0	0
OPE-2024-0018	216 995	71 057	145 938	1 000	63 219	81 719	0
OPE-2025-0007	90 000	0	90 000	19 000	24 000	47 000	0
OPE-2025-0009	313 232	109 631	203 601	0	22 616	180 985	0
OPE-2025-0010	578 460	158 720	419 740	0	112 800	306 940	0
OPE-2025-0011	247 317	0	247 317	24 731	49 463	173 123	0
OPE-2025-0012	134 000	64 000	70 000	0	21 000	49 000	0
OPE-2025-0013	890 280	0	890 280	133 542	178 056	578 682	0
OPE-2025-0019	105 000	0	105 000	0	52 500	52 500	0
OPE-2025-0020	118 000	0	118 000	0	71 280	46 720	0
Total contrats de recherche	10 454 087	900 879	9 553 207	5 038 886	1 991 722	2 523 099	

Tableau 9 - EPSCP
Tableau des opérations pluriannuelles prévision

Date exécutoire	19/12/2025			
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne			
Niveau d'agrégation	Agrégé			
Total contrats de formation continue	0	0	0	0
OPE-2021-0004	43 975	13 193	30 783	0
OPE-2024-0004	52 980	21 192	31 788	0
OPE-2024-0005	52 980	21 192	31 788	0
OPE-2024-0019	27 000	12 600	14 400	1 800
OPE-2025-0003	51 522	20 608	30 914	30 914
OPE-2025-0014	166 949	13 776	153 173	0
OPE-2019-0038	181 214	83 373	97 841	53 986
OPE-2019-0039	73 485	42 159	31 326	23 873
OPE-2019-0040	131 400	60 838	70 562	40 562
OPE-2019-0041	73 600	43 436	30 164	21 385
OPE-2020-0014	4 094 352	2 656 381	1 437 971	619 075
OPE-2021-0005	55 950	0	55 950	44 760
OPE-2021-0015	157 069	86 744	70 326	40 818
OPE-2021-0032	149 277	29 855	119 422	59 711
OPE-2022-0011	173 676	0	173 676	63 955
OPE-2022-0017	379 726	280 207	99 519	48 954
OPE-2022-0022	195 000	154 542	40 758	20 726
OPE-2022-0023	689 000	421 500	267 500	133 750
OPE-2023-0005	64 221	2 769	61 451	61 451
OPE-2023-0006	106 820	0	106 820	87 456
OPE-2023-0013	75 210	0	75 210	60 168
OPE-2023-0028	60 860	0	60 860	48 688
OPE-2024-0009	85 790	0	85 790	67 032
OPE-2024-0020	46 580	0	46 580	18 632
OPE-2024-0021	60 000	0	60 000	24 000
OPE-2025-0001	86 330	22 816	63 514	31 757
OPE-2025-0006	99 871	4 756	95 115	50 112
OPE-2025-0015	91 380	0	91 380	73 104
OPE-2025-0016	76 496	0	76 496	61 196
Total contrats d'enseignement	7 602 713	3 991 636	3 611 077	1 882 223
CONV-2016-0041	244 519	244 519	0	0
OPE-2017-0039	350 000	350 000	0	0
OPE-2018-0056	986 400	986 400	0	0
OPE-2018-0060	80 000	80 000	0	0
OPE-2018-0062	700 000	700 000	0	0
OPE-2020-0033	700 000	700 000	0	0
OPE-2021-0011	102 365	102 365	0	0
OPE-2024-0001	285 000	285 000	0	0
OPE-2024-0003	741 600	741 600	0	0
OPE-2024-0022	265 000	265 000	0	0
OPE-2017-0015	3 903 527	176 213	3 727 314	3 727 314
OPE-2018-0004	470 300	0	470 300	137 479
OPE-2021-0012	234 101	74 101	160 000	160 000
OPE-2022-0019	5 900 000	0	5 500 000	820 000
OPE-2023-0007	153 966	3 966	150 000	150 000
OPE-2023-0015	14 000 000	0	14 000 000	0
OPE-2023-0025	42 000	21 432	20 568	0
OPE-2023-0026	644 100	14 057	630 043	0
OPE-2023-0027	16 301 177	0	16 301 177	1 236 400
OPE-2025-0018	4 169 218	0	4 169 218	371 979
Total programmes pluriannuels d'investissement	49 873 274	4 744 654	45 128 620	7 233 215
Total	67 930 074	9 637 169	58 292 905	14 153 824
				4 319 194
				39 819 887

BUDGET INITIAL	
Date effectrice	
Établissement	Université Bordeaux Montaigne
Nature d'opérations	Autorisé
Nature du budget (BP, BA)	Budget Principal (BP)

Tableau 10 EPSCP
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

Budget (BP/BR ...)	
Date effectrice	
Établissement	Université Bordeaux Montaigne
Nature d'opérations	Autorisé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Sous par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A- Présentation d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision pluriannuelle										
			(1)	(2)	(3)	(4) = (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	
Dépenses d'investissement [H1]	Investissement	49 730 611		9 212 039	8 463 657		11 139 080	18 139 080	8 912 584	6 531 150		1 089 793	1 088 751
Total Dépenses d'investissement H1		49 730 611		9 212 039	8 463 657		11 139 080	18 139 080	8 912 584	6 531 150		1 089 793	1 088 751
Contrats de recherche	Personne	3 271 330		1 691 511	1 672 718		3 532 148	1 789 634	1 491 311	532 743		252 743	252 743
Contrats de recherche	Fonctionnement et intervention	3 936 730		2 209 883	939 587		2 871 545	2 184 706	968 783	968 783		0	0
Total contrat de recherche H1		7 208 060		3 891 394	2 612 268		3 242 653	2 269 427	2 088 113	1 509 726		459 726	459 726
Contrat de formation continue	Personne	0		0	0		0	0	0	0		0	0
Contrat de formation continue	Fonctionnement et intervention	0		0	0		0	0	0	0		0	0
Total contrat de formation continue H1		0		0	0		0	0	0	0		0	0
Contrat d'enseignement	Personne	2 344 304		1 043 040	969 030		218 470	1 043 240	969 800	208 470		0	0
Contrat d'enseignement	Fonctionnement et intervention	1 143 184		1 097 904	1 001 491		745 607	1 672 115	1 001 416	565 603		137 672	137 672
Total contrat d'enseignement H1		3 487 488		2 140 944	2 002 985		957 058	2 643 143	1 002 831	622 715		2 853	2 853
Total investissement		6 877 854		3 891 394	2 612 268		3 242 653	2 269 427	2 088 113	1 509 726		459 726	459 726
Autre poste		4 767 400		2 142 180	2 049 411		2 412 079	2 142 180	2 049 411	2 412 079		0	0
Autre poste	Autres financements publics	6 732 234		2 142 180	2 049 411		4 895 186	2 142 180	2 049 411	4 895 186		0	0
Total investissement		52 868 016		21 946 660	10 543 893		39 344 520	21 946 660	10 543 893	39 344 520		0	0
TOTAL		83 882 946		38 643 251	20 809 074		23 089 074	14 317 991	9 284 362	4 846 932		4 846 932	4 846 932

* A l'occasion du budget initial H1, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de l'HS sur le HS lors du premier budget rectificatif H1, le cas échéant présente avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B- Prévisions de recettes

Opération	Nature	Financement de l'opération	Prévision									
			(1)	Prévisions		Prévisions N		Prévisions en HS1 et suivantes				
Recettes d'investissement	Financement de l'Etat*	3 760 000		860 000	200 000		1 000 000	0	3 000 000	0	0	0
Recettes d'investissement	Autres financements publics**	41 944 833		6 549 423	1 483 657		5 056 366	0	29 210 988	0	0	0
Recettes d'investissement	Autres financements***	23 787		23 787	0		0	0	0	0	0	0
Total PR1-HS1		45 132 620		7 283 233	1 563 657		6 606 366	0	30 530 988	0	0	0
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	21 247 487		4 096 529	938 114		1 141 238	2 959 411	1 141 238	979 911		979 911
Contrats de recherche	Autres financements publics**	8 154 563		4 096 529	1 030 193		4 864 953	1 388 151	4 864 953	492 134		492 134
Contrats de recherche	Autres financements***	372 375		340 520	13 250		0	111 540	0	111 540		111 540
Total contrat de recherche H1		9 533 207		5 038 686	1 991 722		0	1 131 967	790 697	699 796		699 796
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*	0		0	0		0	0	0	0		0
Contrat de formation continue	Autres financements publics**	0		0	0		0	0	0	0		0
Contrat de formation continue	Autres financements***	0		0	0		0	0	0	0		0
Total contrat de formation continue H1		0		0	0		0	0	0	0		0
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	30 192		0	0		0	0	0	0		0
Contrat d'enseignement	Autres financements publics**	3 573 152		1 714 490	713 640		290 347	346 034	0	0		0
Contrat d'enseignement	Autres financements***	0		0	0		0	0	0	0		0
Total contrat d'enseignement H1		3 603 077		1 867 673	748 886		280 347	346 034	0	0		0
Autres	Si total Financement de l'Etat	4 616 643		1 240 936	236 472		1 016 190	2 611 980	1 000 000	0		0
Autres	Si total autres financements publics	53 272 353		12 515 747	4 077 472		2 045 476	3 877 740	30 755 916	0		0
Autres	Si total autres financements	409 890		377 140	15 250		0	111 000	0	0		0
TOTAL		68 262 904		14 553 624	4 319 194		2 163 649	5 998 900	31 795 916			

* Subvention pour charges de services publics, autres financements de l'Etat, localité affectée, financement de l'Etat fictif

** Autres financements publics (généralisé ou thématique)

*** Recettes propres et recettes propres fictives

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N (N+8)										
			(1)	(2)	(3)	(4) = (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) = (7) - (8)	(10)	
Dépenses d'investissement [H1]	Investissement	49 730 611	9 212 039	8 463 657			11 139 080	18 139 080	8 912 584	6 531 150		1 089 793	1 088 751
Total Dépenses d'investissement H1		49 730 611	9 212 039	8 463 657			11 139 080	18 139 080	8 912 584	6 531 150		1 089 793	1 088 751
Contrats de recherche	Personne	3 271 330	1 691 511	1 672 718			3 532 148	1 789 634	1 491 311	532 743		252 743	252 743
Contrats de recherche	Fonctionnement et intervention	3 936 730	2 209 883	939 587			2 871 545	2 184 706	968 783	968 783		0	0
Total contrat de recherche H1		7 208 060	3 891 394	2 612 268			3 242 653	2 269 427	2 088 113	1 509 726		459 726	459 726
Contrat de formation continue	Personne	0	0	0			0	0	0	0		0	0
Contrat de formation continue	Fonctionnement et intervention	0	0	0			0	0	0	0		0	0
Total contrat de formation continue H1		0	0	0			0	0	0	0		0	0
Contrat d'enseignement	Personne	2 344 304	1 043 040	969 030			218 470	1 043 240	969 800	208 470		0	0
Contrat d'enseignement	Fonctionnement et intervention	1 143 184	1 097 904	1 001 491			745 607	1 672 115	1 001 416	565 603		137 672	137 672
Total contrat d'enseignement H1		3 487 488	2 140 944	2 002 985			957 058	2 643 143	1 002 831	622 715		2 853	2 853
Total investissement		6 877 854	3 891 394	2 612 268			3 242 653	2 269 427	2 088 113	1 509 726		459 726	459 726
Total		83 882 946	38 643 251	36 809 074			23 089 074	14 317 991	9 284 362	4 846 932		4 846 932	4 846 932

Opération	Nature	Coût total de l'opération	Prévision N+1 et suivantes										
			(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	
Dépenses d'investissement [H1]	Investissement	49 730 611	9 212 039	8 463 657			11 139 080	18 139 080	8 912 584	6 531 150		1 089 793	1 088 751
Total Dépenses d'investissement H1		49 730 611	9 212 039	8 463 657			11 139 080	18 139 080	8 912 584	6 531 150		1 089 793	1 088 751
Contrats de recherche	Personne	3 271 330	1 691 511	1 672 718			3 532 148	1 789 634	1 491 311	532 743		252 743	252 743
Contrats de recherche	Fonctionnement et intervention	3 936 730	2 209 883	939 587			2 871 545	2 184 706	968 783	968 783		0	0
Total contrat de recherche H1		7 208 060	3 891 394	2 612 268			2 242 653	2 269 427	2 088 113	1 509 726		459 726	459 726
Contrat de formation continue	Personne	0	0	0			0	0	0	0		0	0
Contrat de formation continue	Fonctionnement et intervention	0	0	0			0	0	0	0		0	0
Total contrat de formation continue H1		0	0	0			0	0	0	0		0	0
Contrat d'enseignement	Personne	2 344 304	1 043 040	969 030			218 470	1 043 240	969 800	208 470		0	0



TABLEAU 12
Synthèse budgétaire et comptable

Budget (BVBR n°...)	Budget Initial
Date exécuteure	19/12/2025
Etablissement	Université Bordeaux Montaigne
Niveau d'agrégation	Agrégé

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Niveaux initiaux	Budget initial		Budget Nécessaire n°*	Compte financier 2024	Budget initial
	1	Niveau initial de restes à payer nets des retraits d'engagements juridiques sur exercices antérieurs à N	4 165 157	5 699 754	2 921 572
2	Niveau initial du fonds de roulement	9 885 576	-292 255	17 117 507	19 008 930
3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-8 040 568	-3 568 126	66 343	-3 252 032
4	Niveau initial de la trésorerie	17 926 144	20 685 633	19 000 567	17 089 029
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	-888 881	-4 479 212	-5 020 159	-1 958 969
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	18 815 025	25 104 945	24 620 736	19 057 998
5	Autorisations d'engagement	131 201 311	111 698 934	109 138 375	134 712 889
6	Résultat patrimonial	-5 246 644	-4 944 749	2 686 630	-9 744 779
7	Capacité d'autofinancement (CAF)	-3 445 941	-3 144 046	-556 696	-7 967 392
8	Variation du fonds de roulement	-5 929 439	-7 231 931	-2 543 422	-12 487 700
9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	0	-235 000	-108 573	
10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	0	0	258 179
	Variation des stocks	+ / -			141 588
	Charges sur créances irrécouvrables	-			95 574
	Produits divers de gestion courante	+			717
11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait génératrice de trésorerie	SENS	-487 944	-4 563 608	-5 716 064
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-1 657 774	-13 338 081	-9 591 533
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	1 169 930	8 774 473	12 715 308
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			2 244 855
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-100		4 488 747
					-8 176 297
12	Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		-5 441 495	-2 433 325	-1 714 854
12.a	Réédition budgétaire		109 159 140	-5 441 454,77	110 800 208
12.b	Crédits de paiement ouverts		114 600 636	0,00	106 360 193
13	Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		115 143	326 165	-2 755 920
14	Variation de la trésorerie = 12 - 13		-5 656 638	-2 755 635	1 089 096
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-224 251	2 500 331	-7 530 797
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-5 332 386	0,00	540 155
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-372 801	-3 472 442	-3 634 489
16	Variation des restes à payer		16 601 276	-1 534 597	2 776 582
17	Niveau final de restes à payer		20 766 433	4 165 157	5 929 754
18	Niveau final du fonds de roulement		3 956 137	3 956 137	5 885 576
19	Niveau final du besoin en fonds de roulement		-8 413 370	-8 413 370	-8 040 568
20	Niveau final de la trésorerie		12 369 507	Valeurs 20a et 20b incorp.	17 526 144
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		-1 113 133	12 369 506,56	-888 881
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		13 452 636	12 369 506,56	-4 479 212

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale